LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

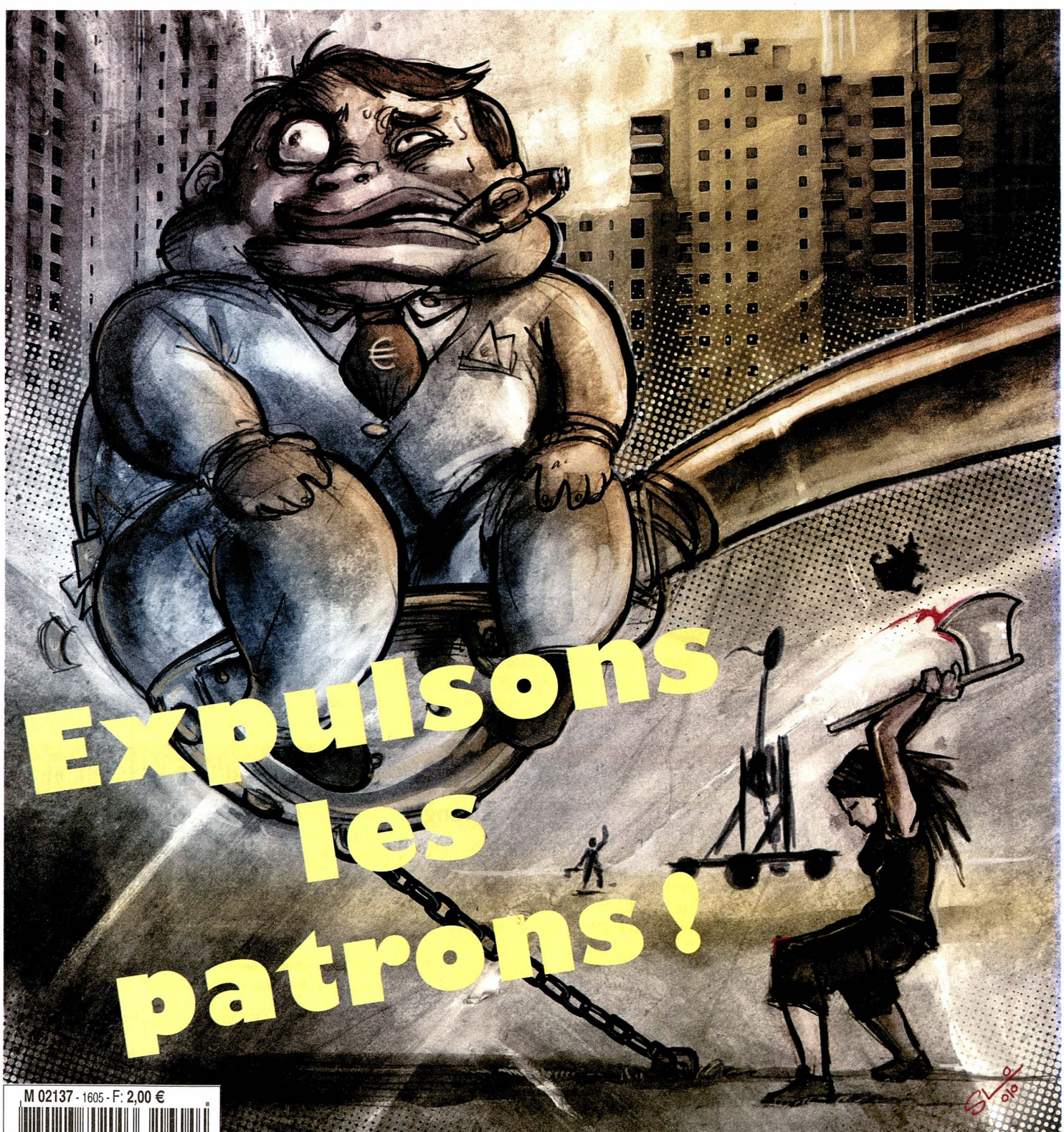
N° 1605

du 23 au 29 septembre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« B.A.V.U.R.E. : Balle Atteignant Victorieusement Un Ressortissant Etranger. »

Anonyme



M 02137 - 1605 - F: 2,00 €

Sommaire

Grève illimitée, par J.-P. Levaray, *page 3*

Conti : rebelotte !, par E. Vanhecke, *page 4*

Orage syndical, par J.-P. Germain, *page 5*

Brèves-Hebdo, *page 6*

Nomad's land, par P. Sommermeyer, *page 7*

Vive l'outrage, par M. Rajsfus, *page 8*

Propagande en stock, par N. Potkine, *page 16*

Télévision piège à cons, par R. Nardonne, *page 11*

Georges Fontenis (2/2), par Julien, *page 13*

Puante usine, par Paco, *page 17*

Mostra de Venise, par H. Hurst, *page 18*

Solidarité internationale, par F.A., *page 20*

Vie du mouvement, *page 21*

La radio, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59
Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Toujours de mieux en mieux équipés, toujours de plus en plus nombreux, voilà que désormais les flics ont le permis de tuer. Celui qui, en 2008, avait liquidé un gamin qui tentait de s'enfuir du commissariat en lui tirant une balle dans le dos, vient d'être relaxé par une justice bourgeoise qui, une fois encore, passe l'éponge sur les crimes de ses gardiens. Désormais, les cognes savent qu'ils peuvent tuer et assouvir leurs fantasmes en toute impunité. La justice, quant à elle, a encore témoigné, par ce verdict hallucinant, sa soumission au pouvoir étatique et à l'oppression généralisée avec laquelle est maintenu l'ordre inégalitaire de la société capitaliste. Après les peines énormissimes prononcées contre les jeunes de Villiers-le-Bel accusés, sans preuves tangibles, d'avoir tiré sur les *pigs*, voilà qu'elle légitime le crime policier.

On s'en étonne encore, et pourtant, ce n'est pas la première fois que la justice française disculpe honteusement les féroces criminels en uniforme. Souvenons-nous de ce flic récemment relaxé (en mai 2010) après avoir grièvement blessé un jeune de 18 ans en lui tirant en plein thorax une balle de flashball. Souvenons-nous aussi de celui qui, le 18 décembre 2001, a bénéficié d'un non-lieu pour avoir abattu dans la forêt de Fontainebleau le jeune Abdelkader Bouziane qui venait de franchir un barrage policier sans s'arrêter. Souvenons-nous également encore des trois policiers toulonnais qui eux aussi bénéficiaient d'un non-lieu, le 20 décembre 1998, après avoir tué un jeune Tunisien en l'étouffement par écrasement lors de son interpellation.

Encore un pas de plus fait dans l'État autoritaire, répressif et violent où seules les classes populaires, les révoltés et les étrangers ont à craindre la justice, et où les flics ont le droit de tuer impunément pour que les riches et les puissants puissent dormir sur leurs deux oreilles.

En attendant, ça gronde. De partout. Laissons d'ailleurs la famille de la victime du flic relaxé en témoigner : « *Assassin, elle est mal faite la justice ! Les gendarmes, ils ont le droit de tuer, nous aussi on va les tuer.* » Eh oui, car il semble bien venir le jour où nous leur couperons, les deux oreilles et peut-être autre chose, sauf si, par bonheur, ils n'en ont pas…

Le 23 dans la rue, le 24 on continue

Daniel Maunoury

Hé oui, même si on a un goût amer on sera dans la rue ce 23 septembre. Le 7 dernier, nous étions près de trois millions de manifestants et il ressortait des rangs une détermination et une colère qui ne demandaient qu'à s'exprimer les jours suivants. Las, les confédérations syndicales et leurs bureaucrates voyaient les choses autrement. Reconduire, remettre ça aussitôt, ça ne plaisait pas à l'Unsa et à la CFDT, alors, au nom de l'unité syndicale, on s'est retrouvé avec le plus petit dénominateur commun : le 15, jour du premier vote à l'Assemblée nationale, intermède pour les militants et le 23, journée d'action.

Tout le monde s'attendait à un rendez-vous rapide pour une nouvelle journée de grève. Ça ruait dans les brancards, on était prêts pour le 8, mais les syndicats se rassemblaient, on était OK pour le 9, puis le 15… Ça n'aura été que ce 23.

Même si on a une piètre opinion des députés, voir le débat du Parlement sur les retraites, bâclé autoritairement par la droite, montre, s'il n'en était besoin, que ce n'est pas là qu'on pourra être défendu et qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes. Pire, outre le fait que le texte initial aura été changé à la marge, une réforme de la médecine du travail dans un sens très favorable aux entreprises a été adoptée par voie d'amendements.

La forte mobilisation du 7 montre pourtant que tout est encore possible et malgré notre insatisfaction, il faut à tout prix poursuivre la lutte et participer aux différentes dates annoncées, en ayant en perspective de transformer des journées sans lendemain en grève générale reconductible. Parce que c'est de cela qu'il est question. Il n'y a pas d'arrangement possible : ce ne sera qu'en bloquant le pays, par la grève générale, que nous pourrons gagner. Juste montrer aux ministres et au chef de l'État, mais aussi et encore plus aux patrons, qu'on ne se laisse plus faire.

Le climat de mécontentement monte, d'autant plus que les affaires et les scandales de riches sont monnaie courante. Opération de barbouzes, violation du droit européen, mépris du Parlement et des syndicats, attaques contre la presse, polémiques avec l'Onu et l'Europe. Le pouvoir est entré en guerre contre tous ceux qui s'opposent ou simplement questionnent. Le pouvoir se fait arrogant et ne se cache même plus car sa « morale » n'est pas la même que la nôtre. Il est isolé et discrédité, raison de plus pour l'attaquer et, si possible, s'en débarrasser.

Tout n'est pas perdu. Si on est déçu de ne pas avoir reconduit le mouvement du 7, ces journées ont fait discuter et ont permis de prendre des décisions et faire monter la colère. On ne compte plus les appels de structures syndicales, d'intersyndicales locales à la reconduite du mouvement, à faire grève « à partir du 23 » ou même à la « grève générale » (CGT et Sud SNCF, FO Transport, CGT Archéma, etc.).

Le climat montre que nous pouvons gagner. Nous avons gagné en 1995, nous avons gagné contre le CPE, nous pouvons et devons gagner aujourd'hui. C'est possible. Le 24, on continue

Jean-Pierre Levaray

Continental : Clairoix n'a pas suffi

La leçon de Clairoix n'a décidément pas suffi, et la mythique classe ouvrière a encore un peu plus de plomb dans l'aile. Peur du chômage et des lendemains qui chantent faux, la petite majorité des salariés des usines Continental de Toulouse, Foix et Boussens est désormais l'attention de tous ceux et de toutes celles que la chose syndicale intéresse. L'histoire ne se répétant pas, elle se contentera cette fois-ci de bégayer.

L'histoire, donc, commence en septembre 2007 à Clairoix et Sarreguemines. À l'époque, les salariés acceptèrent par référendum des propositions patronales en échange d'un engagement de non-fermeture de l'usine. Il est arrivé ce qui devait arriver et les promesses patronales n'ont bien évidemment pas été tenues. Fureur légitime, bombardement du patron avec des œufs, saccage de la sous-préfecture, occupation d'usine, tout fut bon pour médiatiser cette lutte. Il était parfaitement fondé de penser que de telles pratiques patronales méritaient une sanction exemplaire. Malgré l'intensité de la riposte, l'usine fermera ses portes début 2010 après que la direction eut proposé à certains de ses salariés des postes dans son établissement de Tunisie, pour 137 euros par mois ! Fin du premier acte.

Le second a commencé la semaine dernière. La voyoucratie au pouvoir chez Continental a engrangé plus de 30 millions d'euros de bénéfices en 2009 pour 400 millions de chiffre d'affaires et prévoit d'en dégager tout autant en 2010 et en 2011. Jusqu'ici tout va bien. Mais ils n'en auront jamais assez.

Méprisant la représentativité syndicale, la direction de Continental a proposé, par référendum, un gel des salaires en 2011, une baisse de la prime d'intéressement et un retrait de deux jours de RTT, ce qui équivaut globalement à une économie de 8 % de la masse salariale, en échange de quoi les sites de Toulouse, Foix et Boussens seront maintenus en activité jusqu'en 2015. Voilà, c'est en gros ma démocratie ou ma main dans la gueule.

Que croyez-vous qu'il advint de cet ignoble chantage ? Ben rien ! 85 % des salariés ont voté malgré un appel au boycott de la CGT et de la CFDT, et 52 % ont accepté de se livrer pieds et poings liés. Alors trouille verte du chômage, ne pas faire de vagues, les pressions de l'encadrement, les traites du 4 x 4 ou de la brosse à dents électrique ? Y'a sans doute un peu de tout ça ! Mais est-ce une raison nécessaire et suffisante pour accepter l'inacceptable ?

Le patronat ne s'avance même plus masqué. Il est sans foi ni loi, truand de sac et de corde, ignoble, obscène. On peut parier sans gros risques que ce qui s'est passé en Moselle et dans l'Oise va sans doute se reproduire dans le Sud-Ouest, les mêmes causes reproduisant la plupart du temps les mêmes effets.

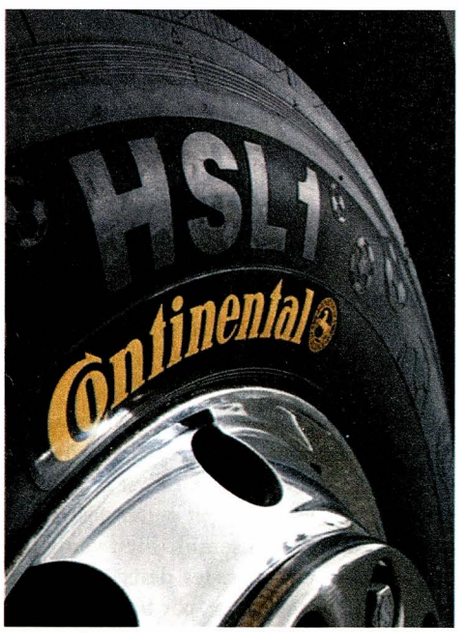
Ce qu'ils veulent c'est la peau des 35 heures et du droit du travail. Peu importent les moyens, chantage, menace, tout est bon dans le cochon.

Quoi qu'il en soit ce référendum n'a de toute façon qu'une valeur indicative, voire symbolique. Jusqu'à présent et pour qu'un tel accord s'applique, il faut qu'il soit signé par les syndicats majoritaires, ce qui est loin d'être gagné. Aucune des deux centrales n'est en effet disposée à entériner un tel accord. Mais il n'empêche, et c'est bien un des aspects le plus grave de l'affaire, que le patronat a désormais recours de plus en plus souvent à de telles méthodes. Et si la légalité et le droit s'imposent encore un petit peu jusqu'à présent, l'absence de vigilance risque de devenir un ennemi mortel.

Il reste que les 1 120 licenciements de Clairoix auront assez peu inspiré leurs *alter ego* du Sud-Ouest, difficile de parler solidarité après ça.

Allez, un dernier mot, celui de Jean-Marc Nozeran, directeur du site toulousain de Continental : « *Notre démarche s'oppose au* high tech high cost *pratiqué en Allemagne par exemple ou du* low tech low cost *chinois.* » Comment on dit salopard en novlangue ?

Émile Vanhecke



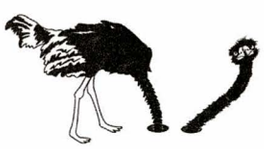
Météo syndicale

Sale temps pour celles et ceux qui voudraient œuvrer actuellement dans ce qui reste de syndicalisme dans notre bel Hexagone. Mobilisation, certes, mais que se profile-t-il comme perspectives à l'horizon ? Les directions syndicales ayant engrangé le mécontentement général devaient sûrement attendre des coups de fil des instances gouvernementales. Patatras. Le feu est au lac, tous azimuts, et les dirigeants divers de la nation ont autre chose à faire.

Donc, pas de négociations en catimini pour faire avaler les couleuvres au bon populo syndicaliste. Car ne nous méprenons pas sur les véritables intentions des têtes dites pensantes des boutiques syndicales reconnues par l'État. La réforme des retraites c'est quasiment plié et le sinistre duo CGT-CFDT va, encore une fois, se contorsionner pour présenter la chose sans perdre la face.

La manifestation du 23 septembre, baptisée (*sic !*) « *grande journée de grèves et de manifestations* », appelée par l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-CGC-FSU-Unsa changera-t-elle les choses ? Le relais, une fois de plus, a été donné aux députés de l'Assemblée nationale qui n'ont fait que ce qu'ils ont l'habitude... Alors, *no future* et que vogue la galère ? Pourtant, comme le disait peu avant sa mort un syndicaliste du Livre parisien : « *Le syndicalisme est une force vive et sa mission fondamentale est l'émancipation des travailleurs.* » Cela semble presque faire partie des rengaines du passé. Aujourd'hui, au-delà des déclarations à l'emporte-pièce, il n'y a plus que compromissions et reculades. Ça et là, pour ne parler que de la CGT, il y a des manifestations de grogne syndicale. Cela se traduit par des tensions avec la « direction » parisienne. Voire du retard conséquent dans les cotisations syndicales. Gare à la répression amicale venue d'en haut. L'espoir doit demeurer en attendant des jours meilleurs.

Sitting Bull



Quand l'autruche éternue...

Le grand cirque

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Les mannes de Zyed et Bouna, petits morts de Clichy-sous-Bois, qui remuent la terre sous laquelle elles reposent depuis cinq ans. Si elles s'agitent c'est qu'un non-lieu vient d'être requis à l'égard de leurs assassins, poulaille aux semelles de vent mauvais lancée à la poursuite d'adolescents dont la malchance fut de croiser, ce triste soir, sa sale figure uniformée. Dame Moisson, néanmoins, procureure de Bobigny, estime qu'il « *ne résulte pas de charges suffisantes contre les deux policiers* ». On connaît tous assez les enregistrements radio-police, ô combien funestes, pour se souvenir parfaitement de comment la flicaille laissa griller les deux enfants dans le transformateur. Malgré le barbecue, non-lieu. Permis de tuer, autrement dit. Un permis délivré de la même façon à l'adjudant Monchal, lequel comparaissait devant les assises la semaine dernière, pour avoir tiré à sept reprises, sept ! sur un fuyard, et l'achevant alors même qu'il était menotté, entravé aux chevilles. « *Je ne peux pas demander pardon, je ne regrette rien, j'ai fait mon travail* », a déclaré Mon Adjudant. N'est-ce pas, ses paroles, de la pure, de la lourde ordure ? Mais son avocat en rajoute : « *Je vois mal comment la justice va pouvoir condamner un de ses collaborateurs.* » Tirer sur les gardés-à-vue revient donc à collaborer avec la justice ? Dont acte. Le jury ne s'y est pas trompé, qui acquitta l'adjudant. Ah, j'allais oublier : la victime était un tzigane. Ceci explique cela ?

Pas assez expliquée, la politique française de destruction des campements roms et les expulsions de masse : l'Union Européenne s'en est émue, un brin, par la voix de Viviane Reding, commissaire aux droits des citoyens : « *Ça suffit, c'est une honte !* » Tout ça à cause d'une bêtise, une idiotie de circulaire visant expressément les Roms, circulaire datant du mois d'août et malencontreusement rendue publique, il y a peu. Au sommet de Bruxelles, il paraît que ça chia un chouille entre Sarko et Barroso, lors d'échanges que d'aucuns qualifièrent de « *mâles et viriles* ». Selon le chanoine du Latran il n'y eut cependant « *aucun éclat de voix, vous savez, ce n'est pas mon genre* ». On sait... Pendant ce temps, restés en France, les chiens fous de la Sarkozerie étaient lâchés aux fesses de tous ceux s'apparentant, de près ou de loin, au droit-de-l'hommisme, ennemi déclaré et néologique de surcroît. Frédéric Lefèbvre : « *J'ai lu comme vous des extraits de cette circulaire, et j'ai constaté que les Roms n'y sont en aucun cas ciblés.* » Sur le même sujet, et avec la même mauvaise foi, le ministre de l'immigration et de l'identité gnagnagna s'agaçait plus que de raison et balançait aux journalistes : « *Je ne vais pas passer ma journée à répondre à des questions (sic !), je vous suggère de passer à autre chose parce que sinon je peux vous donner une leçon de catenaccio vraiment impressionnante.* » Woa, ça fout la trouille, hein ? Délaissant, pour sa part, la métaphore footballistique, l'emblématique Pierre Lellouche nous en remettait une, « *nous ne sommes pas à l'école et je n'ai pas l'intention, au nom de la France (?), d'être traité comme un petit garçon* ». Bref, chacun y allait de son coup de boule dans la tronche à Bruxelles, en même temps que de son coup de langue au présidentiel postérieur, l'oscar de la lèche revenant à l'imbitable Mariani, lequel expliquait doctement et sans s'énerver le moins du monde qu'« *en Europe, nous avons la liberté de circulation, mais pas la liberté d'installation* ». De cette pensée profonde comme une tombe – pour ne pas dire une fosse commune –, naquit subitement la vision de millions de gens, errant sans pause ni repos, circulant circulairement selon les circulaires circonstanciées citées par les cintrés du grand cirque. Sont-ils au moins tristes, ces sires ? Rien n'est moins sûr.

Frédo Ladrisse

http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com

Brèves de combat

Roms et contradictions

Les associations de soutien expriment leurs interrogations face aux nombreuses contradictions concernant les Roms, comme par exemple : « Il faut trouver un terrain pour les campements », alors la politique officielle vise à sédentariser des gens du voyage. Les associations relèvent d'autres contradictions comme celle des communes soumises à une réglementation insuffisante, ou encore les obligations auxquelles sont soumis les employeurs de travailleurs roms qui font fuir ces derniers. Sans compter le nombre incalculable d'amalgames entre les communautés.

L'ignominie continue !

Jamais à court d'imagination, le gouvernement prévoit, dans la loi Loppsi, l'expulsion immédiate sous peine d'amende de tous les squatteurs, sans l'intervention d'un juge, y compris s'ils ont négocié un accord avec le propriétaire, et la fin de la trêve hivernale ! Qu'en sera-t-il notamment des squats artistiques qui résistent à la « muséification » de Paris et offrent quelques niches de résistance à la « gentryfication » des quartiers ? Va-t-on les évacuer, contre l'avis même de la municipalité ?

Et allez hop !

Avant même la parution de la loi Loppsi, un squat d'habitation à Caen, le Macumba, a été viré à 6 heures du matin, sous la protection d'une trentaine de CRS et de la Bac. Et ce en toute illégalité. En effet, un appel suspensif du jugement avait été déposé. Et deux maisons ont été évacuées alors qu'une seule était concernée par le jugement. En quelques semaines ce sont plusieurs squats ou terrains squattés qui ont été ainsi évacués sur Caen soit à la demande de la mairie « socialiste », soit de bailleurs sociaux, soit de la préfecture. La politique antisquat est menée conjointement par l'État et les collectivités locales, main dans la main, avec le même appétit spéculatif.

Défaite du Taser

Raidh, l'organisation de défense des droits de l'homme qui mène campagne pour une régulation de l'usage du Taser en France, se félicite de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris qui vient confirmer le jugement de première instance dans l'affaire qui l'oppose depuis trois ans à la société Taser France SMP Technologies, condamnant l'entreprise aux dépens et réaffirmant la primeur du principe de liberté d'expression sur la défense d'intérêts commerciaux. SMP Technologies attaquait Raidh pour avoir notamment indiqué que l'usage de cette arme adressant une décharge de 50000 volts était dangereux, potentiellement mortel et pouvait s'apparenter à un acte de torture et réclamait 61000 euros de dommages-intérêts. Pour contre-attaquer, l'association a demandé en retour des dommages-intérêts pour procédure abusive, mais la demande a été rejetée par la Cour d'appel alors que Taser France a d'ores et déjà attaqué à quatre reprises les détracteurs de l'arme à électrochocs, et fut à chaque fois débouté. Ceci n'empêche pas Raidh de poursuivre sa campagne pour la régulation et d'avoir demandé à la Cour européenne des droits de l'homme et au Conseil d'État une annulation des décrets autorisant la police nationale d'une part et la police municipale d'autre part à être dotées d'une arme qualifiée de torture par le Comité contre la torture des Nations unies ! À suivre…

Solidarité avec Djilali Hadjadj

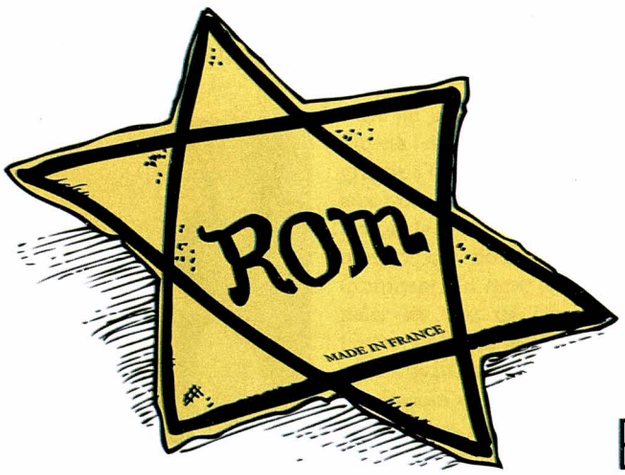
Le président de l'Association algérienne de lutte contre la corruption, chroniqueur au *Soir d'Algérie*, a été arrêté le 5 septembre à Constantine. Transféré le lendemain à Alger, il a comparu le 7 septembre devant un tribunal qui lui a signifié qu'il avait auparavant été condamné par contumace à trois ans de prison. Sans avoir jamais reçu, assurent ses proches, la moindre convocation de la justice. Il a été ensuite placé sous mandat de dépôt. Depuis, il est incarcéré au pénitencier de Serkadji, à Alger. Ça risque de donner des idées à Portefeux !

Sombre avenir pour l'hôpital

La manifestation d'un millier de personnels en mars devant le siège de l'AP-HP à Paris, alors en partie occupé par des syndicalistes, avait marqué un point culminant de la mobilisation des personnels contre les 3000 à 4000 suppressions de postes d'ici 2012 (sur près de 90000), envisagées par la direction. Les médecins avaient également fait un coup d'éclat, avec la menace de démission collective de centaines d'entre eux de leurs responsabilités administratives devant des suppressions d'emploi nuisant selon eux à la qualité des soins. Pour Isabelle Borne (Sud), « *la concertation qui a suivi n'a fait bouger les choses qu'à la marge. Des postes non médicaux et des lits vont être supprimés, et l'offre de soins va diminuer. Il y a eu un simulacre de débat* ». Le plan qui a été voté à la suite de la soi-disant concertation pour l'avenir de l'AP-HP à l'horizon 2014 ne mentionne pas directement d'objectif chiffré, mais il prévoit clairement que le gros des économies se fera sur les dépenses de personnel, qui représentent environ deux tiers des dépenses du groupe, premier employeur de la région. Il n'y a qu'à remettre le couvert devant le siège de l'AP-HP !

PAVÉ D'ANAR avec SABIA et MAZOCH — KROKAGA

Nous sommes tous des nomades



« CRS SS ! » Je n'ai jamais crié ce slogan. Non seulement je le trouvais stupide mais il était aussi faux. Quelle que fût la brutalité de la police pendant ces années soixante, il n'y avait jamais eu derrière ce qu'il y avait derrière les vrais SS. La différence fondamentale entre un régime nazi et une démocratie plus ou moins répressive est la notion de race. L'égalité de tous devant la loi, quelles que soient l'origine ou les opinions, même quand elle est un tant soit peu formelle, est ce qui nous sépare des régimes qui considèrent l'autre, quel qu'il soit, comme le responsable de la faillite de la majorité. Quand cette machine à exclure, qui fonctionne en permanence à l'encontre des plus pauvres et particulièrement si leur couleur de peau les rend plus visibles, quand donc elle trouve enfin un groupe d'individus particuliers, facilement identifiables, eh bien elle est, à ce moment-là, à son aise et peut enfin tourner avec la bénédiction du plus grand nombre. Alors, muette depuis si longtemps, la machine du fascisme est de nouveau en marche. Eh oui, « le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde ».

Le peuple honni

Jusqu'à cet été, la chasse aux étrangers comme aux délinquants avait été répétitive, de façon quasi inconséquente. Différents réseaux s'étaient mis en place et avaient développé différentes sortes de résistances. Parfois, comme dans l'affaire Lies Hebbadj[1], les rieurs sont du côté du « persécuté », se demandant s'il n'a pas été fabriqué de toutes pièces par les services de communication officiels. Jusque-là, même si une odeur de racisme traînait ici et là, jamais un peuple en tant que tel n'avait été désigné à la vindicte nationale. Aujourd'hui, le pas a été franchi. La similarité entre les Roms et les Juifs est frappante. La mauvaise réputation des uns comme des autres date. Elle est rentrée dans l'inconscient collectif pour des raisons similaires, dont l'une est l'absence de pays propre. La folie nazie reprochait non seulement aux Juifs de ne pas avoir de pays mais aussi et surtout de vivre en conséquence comme des parasites sur les pays où ils habitent. Les nazis avaient joint dans leur obsession de purification génocidaire un autre peuple sans État, les Roms, connus sous diverses appellations comme Tsiganes, Gitans et autres vanniers ou Yéniches. Il aura fallu nombre de manifestations pour que depuis peu les Tsiganes soient admis lors des cérémonies commémorant la dernière guerre mondiale. Mauvaise réputation, origine sujette à caution, ces « voleurs de poules » sont à nouveau des victimes toutes désignées pour la folie humaine.

La machine de la soumission

Les choses allaient leur train jusqu'à cet été. L'antisémitisme le disputait à l'islamophobie dans les médias comme dans les discours. Il n'y avait pas de mots pour désigner la haine des Roms, des gens du voyage. Il n'y a d'ailleurs pas de singulier pour ce terme. Seuls notre myopie quotidienne, notre mépris caché leur étaient destinés. Puis arrive le discours prononcé par un immigré de la deuxième génération à Grenoble le 30 juillet 2010. Il a menacé de déchéance de leur nationalité ces immigrés de la première ou deuxième génération (?) qui représentaient des dangers pour la France. Et parmi tous ces étrangers, il a désigné les pires d'entre les pires de ceux qui mettent en péril l'identité française : les Roms. Il a dit : « Je veux mettre un terme aux implantations sauvages des Roms. » Là, la machine s'est mise en marche, la machine à exclure, la machine à tuer. Autour du chef, un gang de toujours-plus s'est formé. Les Hortefeux, Estrosi, Ciotti et consorts ont renchéri les uns sur les autres dans l'ignominie. En soi, cela n'est rien de nouveau, si ce n'est que cette fois une vraie machine médiatique s'est mise en route. Il faudra qu'un dinosaure de la politique déclare « On n'avait pas vu ça depuis Vichy. On n'avait pas vu ça depuis les nazis » pour qu'un petit début de résistance se mette en place. Bien sûr, c'était les vacances. Les expulsions se succèdent sans arrêt les unes après les autres. Puis l'Église catholique se met de la partie. Il faut bien qu'après les histoires de pédophilie, elle se refasse une virginité. Puis c'est le tour de la « société civile », associations et ONG ensemble, puis les politiques de gauche si heureux de ne pas être aux manettes. Simultanément, on apprend qu'en langage politique, rester soumis aux diktats du chef se dit « ne pas déserter ». Nous réalisons aussi, enfin, que les discours sur le devoir de mémoire ne sont que des escroqueries intellectuelles quand ils ne contiennent pas l'appel au devoir de désobéissance. Les manifestations qui ont eu lieu reflètent bien ces ambiguïtés en publiant un communiqué se référant à la IIIe République fondée sur les massacres de la Commune de Paris comme sur la colonisation systématique.

Mais au-delà de tous ces arguments, il y a la vieille, ancestrale lutte des sédentaires contre les nomades et nous libertaires, anarchistes, *nous sommes tous des nomades !*

Pierre Sommermeyer

1. « Mari » d'une conductrice verbalisée pour le port du voile intégral, récemment accusé de polygamie. (*NdR.*)

Outrageons sans faiblir

L'hymne national, on connaît la musique. Le drapeau national, ses couleurs sont délavées.

Maurice Rajsfus

Lorsqu'est évoqué notre triptyque républicain, tellement dévoyé, « liberté-égalité-fraternité », la notion de solidarité n'est jamais présente à l'esprit des donneurs de leçons civiques. Il suffit de bien connaître cette fausse incitation de base, résumée en trois mots qui se veulent définitifs et, surtout, de bien apprendre les couplets vengeurs de *La Marseillaise*. Et puis, évidemment, ne pas oublier de se mettre au garde-à-vous devant le drapeau bleu-blanc-rouge. Comme ce n'est pas suffisant, il existe des textes punitifs, sous la forme d'un amendement à la loi Sécurité intérieure datée de 2003. Il faut bien sanctionner ceux qui se hasarderaient à ne pas respecter des codes obligés. Il est bon de faire un petit rappel historique sur les années qui ont vu Nicolas Sarkozy se propulser sur le devant de la scène répressive, c'est-à-dire depuis le mois de mai 2002. Très rapidement, dans le même temps qu'étaient élaborées des lois sécuritaires, de plus en plus drastiques, se mettaient en place des interdits, en fait l'obligation d'adorer le drapeau national et la chansonnette nationaliste.

Des réactions réconfortantes

Ne pas s'incliner devant le drapeau, ce serait lui faire outrage. Comment ne pas citer le réalisateur de cinéma Bernard Cerf qui, en 2003, manifestait son indignation lorsque la « représentation nationale » avait adopté cette loi scélérate transformant en dangereux suspect tout citoyen refusant de céder au culte du drapeau : « *Je suis français, et si je dois respecter un drapeau, c'est celui des révolutionnaires qui crachaient sur la monarchie, celui des Français qui s'opposaient au drapeau de Vichy, le drapeau de ceux qui étaient contre la torture en Algérie. Le respect ne s'impose pas par la force, il se gagne. En interdisant cette liberté d'expression, M. Sarkozy*[1] *salit la France, plus qu'il ne la fait respecter.*[2] » Dans le même temps, plus d'une centaine de délinquants potentiels, tous universitaires, se signalaient également en rejoignant le cinéaste dans sa protestation, rappelant également l'interdiction faite d'outrager l'hymne national. Leur propos qui ne pouvait qu'irriter le ministre de l'Intérieur, ne devait pourtant pas provoquer la moindre sanction : « *Cette adhésion forcée aux symboles de la Nation rappelle de tristes souvenirs. Le respect se mérite, il ne s'impose pas. C'est pourquoi les soussignés qui, par leur profession, développent un enseignement à l'esprit critique, ne peuvent accepter un tel conditionnement idéologique, attentatoire à la liberté d'expression, et signe d'un nationalisme étriqué.*[3] »

Courageusement, mais le courage va de soi si l'on ne veut pas se limiter à la simple indignation, ces grands esprits aggravaient leur cas, en concluant leur manifeste, intitulé *Un droit assumé*, par ces mots sans retenue aucune : « *Par principe, et avant même la promulgation du texte, nous nous réservons le droit d'outrager le drapeau tricolore et l'hymne national, ou d'exprimer notre solidarité avec ceux qui le feraient, même sans approuver nécessairement le sens donné à leur acte, et nous acceptons les conséquences judiciaires qui pourraient en découler !* »

Est-il étonnant de constater que ces intellectuels, au vrai sens du terme, aient éprouvé naturellement, au-delà du rejet d'une loi issue de l'égout des institutions républicaines, le besoin d'utiliser le mot « solidarité » ? Fort heureusement, les artistes et les universitaires n'avaient pas été seuls à réagir. Les avocats du Saf, tout comme les adhérents du Syndicat de la magistrature, s'étaient déjà élevés contre ces mesures « d'ordre moral », cette volonté nationaliste confinant à la stupidité. Pour le président du Saf, cela relevait « *d'une volonté identitaire plus que franchouillarde, et nous ramène au temps des tribunaux militaires et de l'infraction d'insulte au drapeau. On est dans la confusion totale en transposant sur le plan pénal un problème d'ordre moral*[4] ».

Le parti de l'ordre ne plaisantait pas. C'est ainsi que le texte de loi, adopté par l'Assemblée nationale le 23 janvier 2003, prévoyait une amende de 7 500 euros et jusqu'à six mois de prison, suite à l'adoption de ce nouveau délit, qualifié « *d'outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national* ».

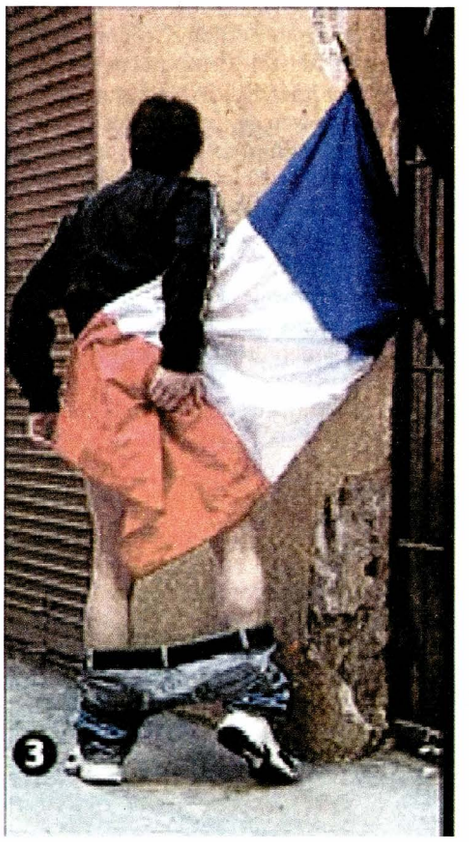
Ce texte, émanant de l'initiative d'un député UDF, dont le nom ne devait pas passer

à la postérité, n'était pourtant pas ouvertement combattu par la gauche convenable, qui finissait par le voter, toute honte bue – les communistes se contentant de ne pas prendre part au vote. C'était là faire preuve d'un évident manque de courage, et la question ne pouvait qu'être posée : comment sanctionner la moitié des spectateurs d'un match de football qui sifflent *La Marseillaise*, comme cela avait été le cas, en octobre 2001, lors de la rencontre France/Algérie.

La montée en puissance d'un nationalisme intégriste

Ce n'était là qu'une étape sur la voie de la caporalisation des esprits. En effet, deux ans plus tard, en février 2005, l'Assemblée nationale adoptait un projet de loi d'orientation sur l'école, présenté par François Fillon – alors ministre de l'Éducation nationale. Comme bien souvent, lorsque les séances se terminent tardivement, il devait se trouver un député bien pensant pour glisser un amendement de dernière minute prévoyant de rendre obligatoire l'apprentissage de *La Marseillaise* à l'école primaire. Cela au nom de « *l'enjeu de l'assimilation des populations extérieures venues sur le territoire national* ». Ce qui complétait utilement la loi votée en janvier 2003 sur l'outrage à l'hymne français et au drapeau[5]. Comment oublier qu'en 1985, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, avait soulevé une polémique en affirmant sa volonté de rendre obligatoire le chant national à l'école.

C'est ainsi que lors de la rentrée des classes, à l'école primaire, en septembre 2005, les enfants âgés de 6 à 11 ans avaient *La Marseillaise* au programme, mais sans toujours bien comprendre le contenu des vers de Rouget de l'Isle. À cette occasion, le député UMP, auteur de la loi votée quelques mois plus tôt, expliquait que l'enseignement de ce chant patriotique avait pour fonction d'inspirer « *le respect de l'autre et de la liberté individuelle, à la base de notre société* ». L'honorable parlementaire croyait nécessaire d'ajouter à sa démonstration que *La Marseillaise* avait également pour fonction de « *favoriser l'intégration* [car] *c'est important d'apprendre l'appartenance à un sentiment collectif, à une collectivité nationale* ». Sans rire, cet ardent patriote ne manquait pas de préciser : « *Il ne s'agit pas de leur apprendre à la chanter par cœur, même si cela ne leur ferait pas de mal*[6]. » Comme si cela pouvait faire du bien à des bambins qui, en matière de violence, entendent des propos bien plus lourds, accompagnés d'images très dures, dans les séries télévisées. La mesure allait pourtant passer à la trappe car aucune directive officielle n'était prévue pour inciter les établissements scolaires à obtempérer, et les enseignants s'interrogeaient sur le mode « Comment transformer en cours républicain un texte aux rimes guerrières ». Une institutrice bretonne se laissait même aller à persifler : « *Cela ne me paraît pas une nécessité d'enseigner* La Marseillaise. *Il y a de bien meilleures manières de leur inculquer des notions de respect.* » De son côté, un instituteur des Landes insistait sur le fait que « *ces rimes ne sont pas du tout représentatives d'une République fraternelle...* ». Un élève de CM2, à qui était demandé ce que représentait pour lui l'hymne national, faisait une réponse qui ne manquait pas d'étonner : « *Si je connais ? C'est la musique de l'équipe de France de football !* [7] »



Déjà se profilait la volonté de retirer les titres de séjour

En mai et juin 2006, le Sénat, puis l'Assemblée nationale, devaient alourdir l'arsenal législatif tendant à fragiliser la situation des étrangers, même si leurs liens avec la France devaient les rendre inexpulsables. Ce qui ne faisait que rappeler les fortes paroles de Nicolas Sarkozy, éructées à la fin du mois d'avril 2006 : « *Si certains* [étrangers] *n'aiment pas la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter.* » Toujours discrètement, dans la nuit du 14 au 15 juin 2006, un sénateur UMP introduisait, insidieusement, un amendement, aussitôt adopté, qui stipulait que les étrangers pourraient se voir retirer leur titre de séjour s'ils étaient condamnés à « outrage à l'hymne national ou au drapeau tricolore ». Celui qui, à l'époque, était déjà ministre, Christian Esterosi, commentait : « *L'étranger qui outrage le drapeau ou l'hymne national démontre qu'il n'est pas intégré !* [8] »

Fort heureusement, il n'était pas encore envisagé de dénaturaliser les citoyens français ayant acquis la nationalité de ce pays, encore moins de les expulser s'ils se risquaient à « outrager » le drapeau. La police se contentait de pourchasser les Français de bonne souche peu respectueux envers l'emblème national. Ce qui était le cas d'un photographe toulousain qui s'était mis dans un mauvais cas, le 24 février 2007, lors d'une manifestation devant la prison de Lannemezan. Ce jour-là, quelque deux cents manifestants réunis devant cette maison centrale des Hautes-Pyrénées réclamaient la libération conditionnelle de Jean-Marc Rouillan, ancien d'Action directe. Aidé par ses camarades, le photographe s'était permis de descendre le drapeau aux trois couleurs qui flottait à l'entrée de la prison, le remplaçant par un drapeau rouge et noir, ce qui ajoutait la sédition à l'outrage[9]. Comment, en cette circonstance, ne pas rappeler les vers de Louis Aragon, datant de février 1934, en temps où le futur poète stalinien n'avait pas encore redécouvert les vertus du drapeau tricolore et de *La Marseillaise*. Dans, *Hourra l'Oural*, il écrivait :

« *La Marseillaise aux colonies*
La Marseillaise du Comité des Forges
La Marseillaise de la social-démocratie
Après quatre de Marseillaise avec les pieds dans la merde et la gueule dans le sang
Je salue l'Internationale contre la Marseillaise
Cède le pas, ô Marseillaise
À l'Internationale car voici
L'automne de tes jours, voici
Qu'un sang impur
Abreuve vos sillons
Ou bien voir lequel est le plus rouge
Du sang bourgeois ou du sang de l'ouvrier. »

En décembre 2008, Patrick Gaubert, encore président de la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) mais député européen UMP, et donc proche de Nicolas Sarkozy, était nommé président du Haut-Conseil à l'intégration, sous l'égide de Brice Hortefeux, alors gardien de l'Identité nationale. Il lui était demandé de fournir rapidement un rapport sur les moyens de faire partager aux étrangers « *les valeurs et symboles de la République* » et, en particulier, « *les conditions dans lesquelles l'hymne national peut être transmis, mieux connu, par les personnes qui immigrent vers notre pays*[10] ». Le ministre confondant allègrement immigration et émigration.

Surtout ne pas se torcher avec l'emblème national !

La volonté d'imposer le respect des valeurs républicaines n'ayant pas de limite, *Le Journal Officiel*, daté du 23 juillet 2010, faisait connaître la création d'une nouvelle contravention, complétant le délit institué en 2003. C'est à la suite d'une vision d'horreur que le député des Alpes-Maritimes, Éric Ciotti, chargé des problèmes de sécurité à l'UMP s'était insurgé, exigeant l'aggravation des sanctions frappant ceux qui se risqueraient à outrager les emblèmes nationaux. Quelques jours plus tôt, à Nice, lors de l'exposition intitulée *Politiquement incorrect*, il avait été possible de voir, à la Fnac locale, l'œuvre d'un photographe amateur représentant un homme qui

s'essuyait le fondement avec le drapeau national. Pas vraiment ému, le procureur de Nice, Éric de Montgolfier, avait classé sans suite la plainte déposée contre l'exposition. Cela au motif qu'il s'agissait d'une « *œuvre de l'esprit* ». Mécontente de cette décision, Michelle Alliot-Marie, garde des « sots », s'empressait de modifier la loi punitive, par décret ; sans passer par le Parlement. Il convient de rappeler qu'en 2003, le Conseil constitutionnel avait validé le décret d'outrage au drapeau, en « *considérant que sont exclus du champ d'application de l'article critique les œuvres de l'esprit, les propos tenus dans un cercle privé, ainsi que les actes accomplis lors de manifestations non organisées par les autorités publiques* ». Victimes collatérales de cette indignation, la directrice de la communication et un cadre de la Fnac de Nice[11].

En intervenant par décret, pour raccourcir le circuit répressif, il s'agissait, expliquait-on au ministère de la Justice, « *de trouver l'équilibre entre la liberté d'expression et le respect de l'ordre public, et du drapeau, inscrits dans la Constitution. Au nom de la liberté artistique, on n'a pas le droit de tenir des propos racistes ou antisémites, ou de faire l'apologie du terrorisme. Désormais, on n'aura pas le droit de s'attaquer aux emblèmes de la Nation*[12] ».

Depuis le discours de Nicolas Sarkozy, prononcé le 30 juillet 2010 à Grenoble, avec ses propos xénophobes, teintés de racisme, la dérive est devenue quasiment officielle. Il est possible de stigmatiser des groupes de population, sans risquer les foudres de la loi. Le naturel étant revenu au galop, il est possible de saccager un camp de Roms, comme si cela pouvait aller de soi. Ceux qui ne sont pas contents sont priés d'aller voir ailleurs. Et, surtout, ne pas évoquer les mauvais jours de l'époque de l'occupation nazie et du pouvoir complice établi à Vichy. Quand les chiens sont lâchés, le nationalisme n'a plus de limite et les voyous légaux ont le champ libre.

Nous sommes déjà loin de ces valeurs nationales tellement vantées mais comment ne pas rappeler qu'à la sinistre époque où les flics étaient aux ordres de la Gestapo, le drapeau aux trois couleurs flottait aux vents mauvais sur les bâtiments officiels de la zone dite libre. Parallèlement, *La Marseillaise* était chantée dans le même temps que *Maréchal nous voilà* ! C'est sans doute ce que voulait rappeler la fanfare populaire qui, le 4 septembre 2010, au sein de la manifestation contre la xénophobie d'État, défilait précisément aux mâles accents de cet hymne de l'État fasciste français. C'était le plus bel outrage dont pouvait être victime celui qu'il faut bien qualifier de chef d'un État autoritaire, bien plus que d'un pays libre. **M. R.**

---

1. Alors ministre de l'Intérieur.
2. Tribune libre, *Le Monde*, 8 février 2003.
3. *Ibid.*
4. *Le Monde*, 27 janvier 2003.
5. Se reporter au *Monde*, 21 février 2005.
6. *Libération*, 12 septembre 2005.
7. *Ibid.*
8. *Libération*, 16 juin 2006.
9. *Libération*, 31 mars 2007.
10. *Libération*, 12 décembre 2008.
11. *Le Monde*, 26 juillet 2006.
12. *Ibid.*

Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

Chers lecteurs, *Le Monde libertaire* accueille une nouvelle rubrique, consacrée aux sciences, à l'histoire et à la philosophie des sciences, dans le droit fil de la citation de Bakounine donnée en exergue. Cette rubrique, que vous retrouverez toutes les semaines, offrira des textes destinés à un lectorat non spécialiste.
Chers auteurs, vous pouvez nous envoyer vos propositions d'article à l'adresse :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

Sciences & télévision

Robert Nardone
Documentariste

La littérature savante sur la vulgarisation scientifique à la télévision est riche et abondante. La politique sur ce même sujet est indigente et rare. Elle se contente de pondre des rapports parlementaires qui resteront sans effet.

Dans ce qui suit, je me suis plutôt attaché à déceler l'idéologie générale qui sous-tend tout discours télévisuel direct ou indirect, à propos des sciences et des techniques. Autant d'affirmations diffuses qui, à force de répétition péremptoire, agissent par imprégnation, finissent par faire système et deviennent de telles vérités qu'il serait malséant de les mettre en doute. Ce qui est l'inverse de la démarche scientifique...

En Europe, 60 % de la population affirme tenir ses informations scientifiques de la télévision (Paul Caro, « Culture scientifique et développement économique », 2004).

Je l'ai fait en examinant les genres qui prétendent montrer le réel : reportages, documentaires, divertissements et publicités. La culture scientifique et technique y apparaît soit – rarement – comme sujet de vulgarisation, de façon volontaire et directe, soit – le plus souvent – comme objet culturel, de façon involontaire et indirecte. Le cadre d'analyse serait incomplet si on ne s'attardait pas sur le moteur même de la production télévisuelle : l'audimat. Au fil des années, cet indicateur boursier qui détermine le prix de la minute publicitaire s'est imposé comme une mesure universelle des goûts et des attentes des téléspectateurs. Une injonction divine de la marchandise à laquelle les dirigeants se doivent d'obéir sous peine de renvoi.

Tout le monde se souvient de la polémique soulevée par les propos d'un ex-PDG de TF1 : « *Nos émissions ont pour vocation de le* [le téléspectateur] *rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.* »

Cette déclaration, jugée cynique quand elle n'est que naïve, a beaucoup scandalisé au lieu de susciter la réflexion. À y regarder de près, il semble plus pertinent d'inverser la proposition. Ce ne sont pas les émissions qui rendent le cerveau disponible à la réception du message publicitaire mais, bien au contraire, le message publicitaire qui a fixé et qui fixe encore les règles formelles des produits télévisuels, journaux télévisés et émissions politiques compris. Sur le strict plan des techniques narratives, la réclame a introduit des normes, un style, un savoir-faire qui se sont étendus à l'ensemble des émissions. Une gestion du temps, un rythme de montage, une esthétique visuelle et sonore, une façon d'éclairer, de cadrer. Il faut faire court, rapide, être dans l'urgence de l'actualité, ne jamais interrompre le flux. Le discours sur les sciences et les techniques n'est que l'un des éléments publicitaires de ce flux qu'il serait inconvenant de troubler par des silences, de la réflexion, de l'incertain.

Sans compter, par une crainte irraisonnée de perte d'audience, la starisation de certaines

L'AVIS DE DEUX SPECIALISTES !

disciplines et, en corollaire, d'une petite poignée de scientifiques dont la principale qualité tient à leur supposée télégénie (« *Il passe bien, il s'exprime bien* »). Le scientifique est tour à tour le bon, la brute et le truand. Le bon, c'est l'ancien astronome émerveillé, qui vaut plus par la gaîté de son ignorance que par la gravité de son savoir. Il est soit rêveur et distrait, tout entier absorbé par sa tâche; soit aventurier maniant le fouet aussi bien que le linéaire B[2]. La brute, c'est le physicien nucléaire, le chimiste ou le biologiste. Il inquiète, il corrompt la Nature (avec un grand N), il se prend pour Dieu quand il n'est que démon. Le truand, c'est l'usurpateur, celui qui vole ou qui truque ses résultats. À l'image, le savant trône dans son laboratoire ou dans sa bibliothèque, appareils de mesures et livres en font le détenteur d'une connaissance indiscutable. Il est celui qui sait, dépositaire d'un savoir dont nous ne savons rien.

Ce type de transmission ne fait que produire l'effet inverse, puisqu'il remplace le savoir authentique par un culte du savoir. Une caricature, une mystification. « *Une idolâtrie des supports humains du savoir* » (Georges Simondon). En définitive, le scientifique n'y transmet que lui-même.

Du coup, le nombre de disciplines ayant droit de citer est si réduit que le monde des sciences s'apparente plutôt au monde du silence. La santé, présentée comme une discipline, se taille la plus grosse part d'un lion qu'elle partage avec les documentaires animaliers, la vie secrète des dinosaures, les premiers âges de l'humanité *urbi* (u) *tero* et *orbi* (u) *tero*, les mystères (*sic*) des pyramides, l'astronomie réduite aux éclipses et aux explorations spatiales, les randonnées sur les volcans du monde et l'écologie. France 5, la chaîne du savoir et de la connaissance, se fend d'une case dont l'intitulé officiel laisse rêveur : « Science, santé, environnement ». Santé (on trinque !) en lieu et place de sciences médicales. Sur TF1, *Ushuaia*, visite guidée des jolis coins « encore sauvages » de la planète, version animée du vieux magazine *Géo*. France 2, qui met en scène les frères Bogdanov, deux bonimenteurs de foire attifés en cosmonaute-mantique égrenant des sottises d'un air compassé. Autant d'émissions déclarées comme étant à caractère scientifique. À ce compte, l'absence vaudrait mieux que la mascarade.

Pour assurer sa pérennité, la télévision doit rassurer le citoyen téléspectateur sur la validité et la cohérence de ses idées, fussent-elles approximatives ou erronées. Elle donne à la *doxa* un label d'authenticité. Il n'y a là aucune volonté délibérée, aucun choix méchant d'abrutir les masses. « *C'est d'ailleurs un bien curieux phénomène qui fait que des choses dont personne ne semble vouloir se font comme si elles avaient été pensées et voulues* » (Pierre Bourdieu).

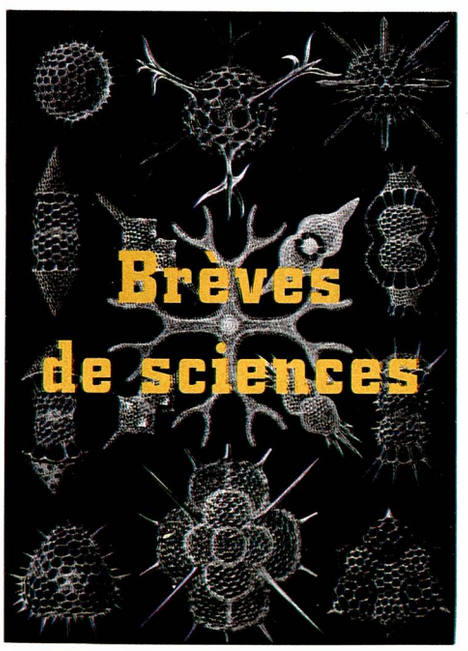
Transformation du discours scientifique en discours idéologique, la science (au singulier) y est présentée *in fine* comme une forme de croyance. Vidées de leur identité matérielle et concrète, les théories scientifiques sont figées dans le temps. Elles sont toujours présentées comme une explication définitive et totalisante, jamais comme le moment d'une description réfutable et parcellaire. Ce discours n'est que l'amplification et la légitimation des idées de comptoir sur la recherche scientifique, sur « ces chercheurs qui cherchent et ne trouvent pas », « qui se trompent souvent », « qui ne sont pas d'accord entre eux ». Et plus préoccupant encore, la permanence du discours relativiste[3] que l'on trouve chez une poignée d'intellectuels officiels. La représentation télévisuelle des sciences correspond bien à l'ambivalence de la représentation commune, qui peut se résumer par deux termes psychologiques : émerveillement et effroi. Émerveillement, avec la science comme sotériologie[4]. Elle a la puissance divine du sauveur. Elle seule, dans le secret des labos, peut nous sauver de tous les dangers, de toutes les maladies. Effroi, lorsque sciences et techniques produisent des effets négatifs ou supposés tels : clonage, plantes alimentaires génétiquement modifiées, centrale nucléaire, téléphone portable, etc. L'émerveillement et l'effroi, par définition, n'admettent ni distinctions, ni nuances et se trouvent aux antipodes du travail des scientifiques. Et c'est ainsi que la télévision, sauf exception, ne raconte pas les sciences mais les trahit tout en méprisant ses spectateurs.

---

1. Syllabaire utilisé pour l'écriture du mycénien, forme archaïque du grec ancien. (*NdR.*)

2. Voir l'article de Hervé Ferrière (ML 1603, p. 22). (*NdR.*)

3. Partie de la théologie s'intéressant aux doctrines du salut. (*NdR.*)



Le 12 septembre, Sarkozyzanie et une petite suite de privilégiés ont visité la grotte de Lascaux, en Dordogne pourtant fermée au public depuis 1983 pour cause de dégradation du site. Le fait du Prince, encore une fois. Tout à son fantasme nationaliste, voulait-il voir les Français de souche, les garants et initiateurs de l'identité nationale ? Son discours fut grotesque et grandiloquent : « [...] *entre l'universel et le terroir, il y a Lascaux.* » Toujours est-il qu'il a confondu les Néandertaliens et les Cro-Magnons, pourtant 12 000 ans séparent les premiers des seconds, dans cette région. « *Casse-toi pauvre glonck* », lui aurait lancé un Cro-Magnon de passage, dérangé par cette intrusion incongrue.

Le premier séquençage complet du génome humain a nécessité plus d'une décennie et couté près de 3 milliards de dollars, la même opération est aujourd'hui possible pour 10 000 dollars, un coût qui pourrait être divisé par 10 d'ici trois ans, avec des résultats en un quart d'heure. Un marché du séquençage du génome de tout un chacun très alléchant pour l'industrie des biotechnologies. « Les gens ont le droit de connaître leurs gènes pour prendre des décisions médicales judicieuses », explique l'un de ses industriels. Notons l'absurdité et l'emphase de l'argument : les techniques de séquençage sont loin d'être fiables à 100 %, l'interprétation des résultats n'est pas univoque, les gènes ne disent pas toute l'histoire d'un individu, etc. Une telle approche exclut son environnement et son mode de vie. Quant au manque d'encadrement des tests ADN grand public, il fait peser de lourdes menaces sur le secret médical.

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écrireront à notre place. » **Inconnu**

Chers lecteurs, *Le Monde libertaire* innove de nouveau en lançant une nouvelle rubrique, cette fois-ci spécifiquement consacrée à l'histoire, cette discipline à la lumière de laquelle on éclaire souvent le présent. Toute contribution de votre part est la bienvenue, alors n'hésitez pas à nous faire part de votre prose à cette adresse : monde-libertaire@federation-anarchiste.org

---

1920-2010

Georges Fontenis

Parcours d'un aventuriste du mouvement libertaire (2/2)

« Il ne suffit pas de désirer une chose : si on veut l'obtenir, il faut certainement employer les moyens adaptés à sa réalisation. Et ces moyens ne sont pas arbitraires : ils dérivent nécessairement des fins que l'on se propose et des circonstances dans lesquelles on lutte. En se trompant sur le choix des moyens, on n'atteint pas le but envisagé, mais on s'en éloigne, vers des réalités souvent opposées, et qui sont la conséquence naturelle et nécessaire des méthodes que l'on emploie. Qui se met en chemin et se trompe de route, ne va pas où il veut, mais où le mène le chemin qu'il a pris. »

Errico Malatesta
in *Le Programme anarchiste*

Julien

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

COMMENT EXPLIQUER L'ASCENSION d'un Georges Fontenis qui pu aussi facilement cumuler à la fois au sein d'une organisation composée, *a priori*, de militants anarchistes, les fonctions de secrétaire général pendant cinq ans, de responsable du groupe d'autodéfense, de responsable des cours de formations aux jeunes militants, de responsable de la *Revue anarchiste*, de secrétaire de rédaction permanent et directeur de publication du *Libertaire*, de responsable de la commission éducation, de secrétaire des Jeunesses anarchistes et par-dessus tout de secrétaire de l'OPB !

Le mémorandum du groupe Kronstadt tente une explication : « *Ainsi, utilisant la passivité de la masse des militants et le noyautage méthodique, une fraction est parvenue à contrôler et à diriger l'ensemble de la Fédération. [...] Son monolithisme de pensée et sa cohésion disciplinée lui ont permis une stratégie et une tactique triomphant aisément des militants dispersés confiants dans le fédéralisme de l'organisation.* »Selon le mémorandum, le succès de l'entreprise de Fontenis tenait surtout au « *manque de vigilance révolutionnaire des militants et au renoncement passif d'un grand nombre d'entre eux à exercer leur droit de critique sur les faits qui pouvaient leur paraître sujets à caution* ». Enfin, dans sa conclusion, il dénonce : « [...] *Quelques militants ont organisé une société secrète au sein d'une Fédération anarchiste avec un bureau directeur, répartition des tâches, gestion, discipline quasi militaire, statuts et objectif, ainsi qu'un but final inavoué et inavouable. Il est difficile, en effet, de prouver péremptoirement que ce but final : la bolchévisation, la prise de direction de la Fédération se trouve à la base de l'OPB pour certains, cela est suffisamment rassurant, seulement, il se trouve que dans une question d'ordre idéologique et organisationnel, nous n'avons aucun droit de nous préoccuper des intentions peut-être sincères à l'origine mais qui n'étaient pas pour autant moins dévia-*

tionnistes dès le départ. On ne peut pas introduire dans une analyse politique la notion sentimentale des "bonnes intentions" et surtout nous ne pouvons pas le faire en tant que militants conscients quand il est question tout simplement des agissements totalement opposés à la base même à la doctrine anarchiste. Croire ou faire semblant de croire qu'on arrivera à mettre sur pied une organisation libertaire et fédéraliste en agissant en cachette et derrière le dos des camarades, en passant par-dessus la tête des groupes et assemblées contrairement à tous les principes fédéralistes, s'assurer le contrôle bureaucratique de l'appareil organisationnel, croire qu'en organisant la dictature, on se bat pour la liberté, ne peut avoir d'autre signification que la naïveté ou alors l'absence totale de formation politique anarchiste. »

Maurice Joyeux, dans ses mémoires intitulées *Sous les plis du drapeau noir. Souvenirs d'un anarchiste* (Éditions du Monde libertaire, 1988), propose une autre thèse axée sur la personnalité de Fontenis : « *Le secrétariat général de l'organisation n'a pas chez nous l'importance qu'il a ailleurs, dans les partis politiques de gauche. Pour lui donner une importance similaire il faut transformer l'organisation et la faire grandir. En faisant grandir l'organisation, on fait grandir celui ou ceux qui se trouvent à sa tête. Le fossé qui sépare le fédéralisme libertaire de la population est encore trop important pour que l'organisation se développe et acquière un caractère de masse. Une seule solution, y introduire à côté d'un esprit libertaire aimable le matérialisme dialectique issu de Marx et qui, à cette époque, se répand un peu partout à une vitesse de croisière. Seul l'apport du marxisme peut permettre le développement accéléré de la Fédération anarchiste, seule la transformation de la Fédération anarchiste peut donner de l'importance à son secrétariat général d'abord et, par voie de conséquence, à son inspirateur, supposé, tel Lénine, patauger dans le génie. Pour moi, c'est ça l'affaire Fontenis et les méthodes mises à part, bien d'autres par la suite essaieront de barbouiller de marxisme l'idéologie libertaire. Armé de ce corps de "doctrine", Fontenis ne travaille pour personne d'autre que pour lui-même. Où se trouve la sincérité dans ce mélange d'ambitions qui lie l'homme, qui impulse l'organisation, et l'organisation qui grandit l'homme ?* »

Fontenis maintient malgré tout quelques liens avec ses derniers fidèles. Le 22 juin 1958, la liaison des anciens militants de la FCL prend le nom d'Action communiste, des contacts sont pris avec Voie communiste, opposition interne du PCF qui regroupe des trotskistes pablistes et des opposants communistes, ainsi qu'avec des militants du groupe Socialisme ou barbarie. Action communiste se dissout à l'été 1958 et rallie Voie communiste. Fontenis rejoint l'équipe de rédaction de *La Voie communiste* et continuera d'y militer quelques années.

La même année, il est réintégré dans l'Éducation nationale, son activité militante ayant fortement décru, il peut désormais consacrer du temps pour sa carrière et préparer le concours d'inspecteur de l'Éducation nationale. À la rentrée 1959, il intègre l'École normale supérieure de Saint-Cloud. Il sera par la suite nommé inspecteur en zone rurale de 1962 à 1967, puis professeur de psychopédagogie à l'École normale de Tours.

En 1961, et contre toute attente, Fontenis effectue un bref passage dans la franc-maçonnerie. Par la suite, il affirmera en éprouver « ni honte, ni regret ».

À partir de 1968, il reprend contact avec le mouvement libertaire. À Tours, il contribue à créer le Comité d'action révolutionnaire (Car) et le 1er mai, il lance avec Pierre Morain un « Appel aux anciens de la FCL et de l'Ugac » dans lequel il propose aux militants communistes libertaires, aux groupes anarchistes communistes et aux marxistes critiques d'œuvrer à une « *solution commune* ». Fontenis constituera très vite à Tours un groupe communiste libertaire, dit « Action Tours » qui adhère aussitôt à l'Ugac.

En 1966, l'Ugac publia une *Lettre au mouvement anarchiste international* dans laquelle elle affirme sa conviction que l'anarchisme ne peut assumer de leadership dans le mouvement révolutionnaire, et qu'il doit se résigner à n'être qu'une composante d'un mouvement plus large. L'Ugac entama alors une politique frontiste qui la conduisit à faire des alliances avec des mouvements maoïstes ou pablistes.

En 1969, l'Ugac, qui ne se considère plus comme une union de groupes, se transforme en simple tendance et prend le nom de Tendance anarchiste communiste (Tac) qui intégrera un éphémère Comité d'initiative pour un mouvement révolutionnaire (Cimr) aux côtés d'Alain Krivine, de Daniel Bensaïd et d'Henri Weber de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), des militants du courant pabliste ainsi que des dissidents du PCF.

Des militants de la Tac, de la Jeunesse anarchiste communiste (Jac) et des anciens de la FCL tiennent à Paris les 10 et 11 mai 1969 le congrès constitutif du Mouvement communiste libertaire (MCL). On y retrouve notamment, outre Fontenis dont la réapparition cause quelques remous, Daniel Guérin (qui venait de publier *Pour un marxisme libertaire* aux Éditions Laffont, dans lequel il écrivait notamment : « *En prenant un bain d'anarchisme, le marxisme d'aujourd'hui peut sortir nettoyé de ses pustules et régénéré.* »), Alexandre Skirda et Roland Biard. Fontenis est chargé de rédiger le texte de base de l'organisation ; il écrira plus tard à propos du MCL que celui-ci était une sorte de « *synthèse* » de « *certains apports du marxisme, du courant ouvrier libertaire et du conseillisme* ».

Outre la présence problématique de Fontenis qui risque, par sa seule présence, d'hypothéquer l'avenir du MCL et la place en marge du mouvement anarchiste, des tensions apparaissent dès l'origine entre des tendances plateformistes, spontanéistes, conseillistes et néosituationnistes, le MCL s'étiolera rapidement avant la fin de l'année 1969, sans avoir pu réaliser ni une unité idéologique ni avoir pu capter la jeunesse contestataire.

Le MCL et l'Ora (Organisation révolutionnaire anarchiste, autre tendance organisée créée en 1968 au sein de la FA, qui s'en détachera et se constituera en organisation spécifique en 1970) tentent un rapprochement qui échouera malgré l'intervention et la médiation de Daniel Guérin. En juillet, un groupe du MCL rejoint l'Ora tandis que quatre groupes de l'Ora rejoignent le MCL et donnent naissance à la première Organisation communiste libertaire (OCL-1) lors d'un congrès à Marseille les 10 et 11 juillet 1971. Ce même congrès adopte un texte proposé par Fontenis qui sera publié dans le numéro de novembre de *Guerre de classes* sous le titre de « Plateforme communiste libertaire de 1971 ».

L'OCL-1 entretient dès sa création des contacts avec un groupe dénommé la Gauche marxiste autour de thèmes favorables au conseillisme. L'OCL-1 aura une existence assez agitée, tiraillée constamment entre des tendances contradictoires. En 1974, Guérin quitte l'OCL-1 pour l'Ora tandis que Fontenis continue d'y militer, le groupe de Tours auquel il adhère assumant désormais le secrétariat de l'organisation. L'OCL-1, renforcée par la venue de deux groupes scissionnistes de l'Ora, fonde un nouveau bulletin de discussion et de confrontation, *Rupture*, qui déclare contribuer à « *l'élaboration du projet communiste à l'émergence d'un mouvement communiste radical* ». Cette orientation « ultragauche-marxiste-luxembourgiste et conseilliste » va les conduire vers ce que l'on appellera « l'autonomie ». En 1976, l'OCL-1, qui se désagrège progressivement, prononce sa dissolution le 28 novembre.

Après les grèves de 1974 dans les banques, le rail et aux PTT, naît une tendance ouvriériste et syndicaliste révolutionnaire au sein de l'Ora. Cette tendance, baptisée Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), critique les dérives ultragauchistes de l'Ora (notamment son antisyndicalisme) et sa confusion politique (divergences sur les questions de nationalité, de régionalisme et sur les luttes de libération nationale, départs en 1971 de militants vers des groupuscules maoïstes et exclusions en 1972 de militants qui soutiennent les « candidatures révolutionnaires uniques » et qui rejoindront en majorité Lutte ouvrière ou la Ligue communiste !).

En 1976, le congrès de l'Ora à Orléans entérine l'exclusion de la tendance UTCL et se rebaptise Organisation communiste libertaire (OCL-2 dite « deuxième manière », dont la filiation actuelle correspond à l'OCL, éditant le mensuel *Courant alternatif* à partir de 1980). L'OCL-2 publie *Front libertaire* et un premier numéro de *Pour l'autonomie ouvrière et l'abolition du salariat*.

En avril 1976, les exclus de l'Ora créent un collectif pour une UTCL et se dotent au mois de mai d'un organe de presse : *Tout le pouvoir aux travailleurs*.

Fontenis assiste en simple sympathisant, les 25 et 26 février 1978, au congrès constitu-

tif de l'UTCL qui passe du statut de tendance à celui d'organisation. Daniel Guérin adhère immédiatement tandis que Fontenis donnera son adhésion formelle en novembre 1980 et militera au groupe de Tours.

Au cours des années suivantes, l'UTCL agrégera divers groupes d'obédience communiste libertaire dont le Collectif jeunes libertaires (CJL) issu du mouvement lycéen et étudiant contre les lois Devaquet en 1986. En 1989, un processus d'unification est engagé et un « Appel pour une alternative libertaire » est publié dans le numéro de mai de *Lutter* et signé par plus d'une centaine de militants.

En 1991, l'UTCL et le CJL s'autodissolvent et fusionnent dans une nouvelle organisation : Alternative libertaire (AL), qui publie un *Manifeste pour une alternative libertaire* et édite le mensuel *Alternative libertaire*.

En 1990, Fontenis publie aux éditions Acratie ses mémoires sous le titre *L'Autre communisme, histoire subversive du mouvement libertaire*. En 2008, une édition revue, corrigée et augmentée sort aux éditions Alternative libertaire sous le titre de *Changer le monde. Histoire du mouvement communiste libertaire, 1945-1997*.

En 2002, il publie à compte d'auteur *Non conforme* aux éditions Bénévent, accueilli avec « *un certain malaise* » dans *Alternative libertaire* de décembre 2002 par Guillaume Davranche et Patrice Spadoni qui écrivent : « *Hélas, si Georges Fontenis a toujours le souci de "briser les tabous", il ne le fait pas dans* Non conforme *avec beaucoup de pertinence. L'exercice tourne ici à la recherche d'une posture iconoclaste qui le plus souvent rate sa cible, quand elle ne se fourvoie pas carrément. Le propos est confus, et ambigu sur certaines questions de société. En fin de compte, Georges Fontenis veut poser des questions non conformes mais la rédaction souvent ambivalente de ses réponses risque de conduire des lecteurs (trices) à des conclusions trop conformes… à l'idéologie dominante.* » Fontenis communiquera une protestation véhémente dans le numéro suivant de janvier 2003. Il restera adhérent à Alternative libertaire à Tours et, son état de santé se dégradant, se retirera progressivement de toute activité militante.

Militant à la Libre-Pensée d'Indre-et-Loire, il participera activement au Collectif contre la venue du Pape à Tours en 1996. À cette occasion, on le verra déguisé en pape tel un Georges Ier défilant en papamobile au cœur de la manifestation anticléricale, image qui sera notamment reprise dans les journaux télévisés.

Militant toujours à la tendance École émancipée, il adhérera à Sud Éducation à la création du syndicat.

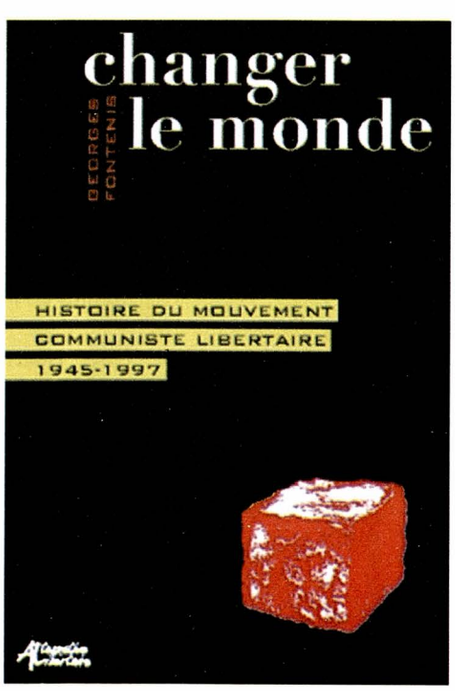
En 2008 sort un DVD d'un entretien filmé de Fontenis réalisé par Franck Wolff sous le titre *Parcours libertaire*. On le verra une dernière fois publiquement à une projection du documentaire à Tours le 21 février 2009.

Il aura indubitablement constitué une figure marquante et déterminante dans le mouvement libertaire de la deuxième moitié du XXe siècle. Plus de six décennies de présence et de militantisme – de l'UA d'avant-guerre et la FA d'après-guerre, puis à l'OPB, la FCL, Voie communiste, l'Ugac, le MCL, l'OCL-1, l'UTCL jusqu'à AL d'aujourd'hui – dessinent un parcours plutôt hors du commun. S'il a largement contribué à l'affirmation et à l'autonomie d'un courant communiste libertaire se « *suffisant à lui-même* » naviguant entre un mouvement anarchiste et une extrême gauche, on se rappellera surtout de lui pour ses méthodes autoritaires et ses dérives idéologiques ayant marqué un épisode des moins glorieux de l'anarchisme français. L'histoire de Fontenis évoque encore aujourd'hui pour les uns un passé difficile à assumer et un héritage plutôt encombrant ; pour les autres, il restera le responsable désigné d'un traumatisme profond qui affectera durablement le mouvement ainsi que le symbole du danger mortel pour l'anarchisme du leadership et de la tentation politique. Malgré de profondes et nombreuses inimitiés, aussi bien dans le camp anarchiste que dans sa propre famille communiste libertaire, et des désaccords récurrents avec les « historiens » du mouvement anarchiste (Jean Maitron, Roland Biard, Alexandre Skirda, Frank Mintz), Fontenis défendra jusqu'au bout sa version des faits et justifiera son action notamment dans son histoire autobiographique.

Pour autant, dans une lettre à Skirda en mars 1987, il affirme que « *face à ceux qui condamnaient le mouvement anarchiste à une lente dégénérescence, à l'étiolement, la FCL, grâce à l'OPB, a sauvé l'honneur et permis, à travers maintes vicissitudes historiques, que se constitue un courant communiste libertaire dont la permanence est évidente aujourd'hui* ». En juin 2000, dans un entretien avec Gilbert Estève dans l'*École émancipée*, il affirme que « *l'essentiel n'est pas à renier* » et insiste : « *En ce qui me concerne, je persiste et je signe.* »

Georges Fontenis s'est éteint dans sa quatre-vingt-dixième année le 9 août 2010 à son domicile de Reignac-sur-Indre en Indre-et-Loire.

Alternative libertaire rédigera un communiqué intitulé « Georges Fontenis : une figure internationale du communisme libertaire nous a quittés » qui sera diffusé puis lu aux obsèques. La Fédération anarchiste transmettra également un « *message de sympathie à nos camarades d'Alternative libertaire après le décès de Georges Fontenis* ». Une nécrologie paraîtra également dans *Le Monde* du 13 août 2010 sous la plume de David Berry tandis qu'*Alternative libertaire* de septembre 2010 consacre plusieurs pages à sa mémoire. J.



Le neveu de Freud a mal tourné

Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud, a beaucoup de choses à se reprocher. Entre choses d'avoir partiellement inventé, et complètement justifié, les techniques modernes de propagande.

Pendant la Première Guerre mondiale, le gouvernement américain eut fort à faire à partir de 1915 pour justifier, d'abord le soutien aux alliés, ensuite l'entrée en guerre. On créa donc l'US Office of War Information. Lequel se chargea d'expliquer aux Yankees que les Huns (en français, les Boches) étaient des sous-hommes assoiffés de sang et que la sauvegarde de l'humanité commandait leur extermination. Mais voilà : la meilleure des propagandes ne peut cacher au soldat la mort de ses camarades. Et moins encore lorsqu'elle a lieu au cours de ces offensives imbéciles se terminant en hécatombes absurdes dont le premier conflit mondial fut si prodigue. Le mot « propagande » – jusque-là respectable et propre sur lui, puisqu'il venait de l'apostolique et romaine congrégation pour la propagande (propagation) de la foi – en acquit je ne sais quelle connotation de bourrage de crâne préalable au massacre. Edward Bernays avait travaillé avec l'US Office of War Information. Il lui déplaisait que la noble cause pour laquelle il avait tant œuvré fût couverte d'opprobre ; il décida de relever le mot, comme sous l'Ancien Régime on relevait un titre devenu sans possesseur. En 1928, il écrivit donc le livre qui nous occupe, *Propaganda*[1]. Bernays, en bon Américain, n'écrivit pas entièrement sans arrière-pensées : il tenait le plus riche cabinet américain de relations publiques (il serait peut-être l'inventeur du terme) et savait qu'écrire le premier manuel du métier ne manquerait pas de consolider son rang. L'intérêt de l'ouvrage ne réside pas, pour nous lecteurs actuels, dans ses considérations techniques, au sujet desquelles Bernays écrit avec modestie : « *Du moins la théorie et la pratique se sont-elles combinées avec assez de succès pour nous permettre de savoir que dans certains cas, nous pouvons effectuer avec précision des changements dans l'opinion publique en manipulant tel ou tel mécanisme, exactement comme un automobiliste modifie la vitesse de son véhicule en modifiant l'arrivée d'essence.* »

Non, l'intérêt du livre réside dans son effarant cynisme involontaire, dans l'aveu naïf par Bernays qu'il est du côté des puissants, des intelligents, de ceux qui dirigent les masses stupides, du berger astucieux qui guide le bœuf imbécile : « *La manipulation consciente et intelligente des habitudes et des opinions organisées des masses est un élément important d'une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme invisible de la société constituent un gouvernement invisible qui est le véritable pouvoir dans notre société.* » Peut-on être plus franc ? Et ce sont là les deux premières phrases du livre ! Pas la plus petite trace de culpabilité ou de honte chez le bon et patriotique Bernays. Car voici les troisième, quatrième et cinquième phrases du livre : « *Nous sommes gouvernés, nos esprits sont moulés, nos goûts sont formés, nos idées sont suggérées en grande partie par des hommes dont nous n'avons jamais entendu parler. Ceci est un résultat logique de la façon dont notre société démocratique est organisée. De si grands nombres d'êtres humains doivent coopérer ainsi s'ils doivent vivre ensemble en une société fonctionnant sans heurts.* » Théorie du complot ? Non, certes : « *Nos gouvernants invisibles sont, dans bien des cas, ignorants de l'identité de leurs collègues dans ce cabinet de l'intérieur.* » Pour une raison bien simple : « *Ils nous gouvernent par leurs qualités de leadership naturel* [Nous vous l'avions bien dit : Jacques Séguéla est un leader né !], *leur capacité à fournir les idées dont on a besoin et par leurs positions-clé dans la structure sociale. Quelle que soit l'attitude que l'on adopte envers cet état de choses, le fait demeure que dans presque chaque acte de notre vie quotidienne, que ce soit en politique ou en affaires, dans notre conduite sociale ou dans notre pensée éthique, nous sommes dominés par le comparativement faible nombre de personnes – une minuscule fraction de nos cent vingt millions* [d'Américains en 1928] *– qui comprennent les processus mentaux et les patterns sociaux des masses. Ce sont eux qui tirent les ficelles qui contrôlent l'esprit public, qui mettent un joug aux forces sociales et qui concoctent de nouvelles méthodes pour lier et guider le monde.* »

« *Il pourrait s'avérer meilleur d'avoir, au lieu de la propagande et du lobbying, des comités d'hommes sages qui choisiraient nos gouvernants, dicteraient notre conduite, publique ou privée, et décideraient du meilleur genre de vêtements à porter, du meilleur type d'aliments à consommer. Mais nous avons choisi la méthode opposée, celle de la compétition ouverte. Nous devons trouver un moyen de permettre à la compétition ouverte de fonctionner sans friction. Pour y réussir, notre société a consenti à permettre que la libre compétition soit organisée par le leadership et la propagande.* »

Tiens, pendant que j'y pense, Henri Guaino devrait copier-coller ça pour le prochain discours de Nicolas…

Nestor Potkine
qui a les moyens de vous faire penser

1. Traduction française : *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, 2007. Présentation de Normand Baillargeon. (NdR.)

Le témoignage décapant d'une ouvrière d'usine

Aujourd'hui à la retraite, Sylviane Rosière a travaillé dans une usine de décolletage en Haute-Savoie. Entre 2006 et 2007, elle a noté quelques fragments de ses journées dans un journal qui est à présent publié par les éditions Libertaires. Une plongée en apnée dans le monde ouvrier.

« *Toutes les usines ont une odeur. La mienne sent la chaussette sale. Ici tout est vieux. Certaines machines verdâtres ont plus de vingt ans. Elles rotent et pètent fort. L'an passé, un intérimaire s'est empalé la main sur une de ces vieilles brocheuses. Le matin, tous ceux de l'équipe de nuit étaient blancs d'émotion. Ils avaient dû descendre le gars, enlever la broche, étendre le blessé évanoui et attendre vingt-cinq minutes que les pompiers arrivent…* » Les premières phrases du livre de Sylviane Rosière n'y vont pas par quatre chemins. En un souffle, l'ouvrière d'usine nous plonge dans son ex-quotidien blafard.

Pour aller au boulot, le parcours emprunté par Sylviane était plutôt agréable. La route blanche, c'est son nom, monte à Chamonix. « *Peut-être que si je me démontais le cou, je verrais le Mont-Blanc. En tout cas c'est très beau ! On s'arrête avant.* » Les amateurs de cartes postales en seront pour leurs frais. On change vite de panorama en franchissant les portes de l'usine crasseuse. « *Je me demande si la fréquentation quotidienne de la laideur peut abîmer en profondeur* », s'interroge l'ouvrière. La suite répond à son inquiétante question. « *Sur la rodeuse, il y a de l'huile de coupe et ça pénètre par la peau. Demain je ferai des cacas très puants, avec une horrible odeur métallique.* »

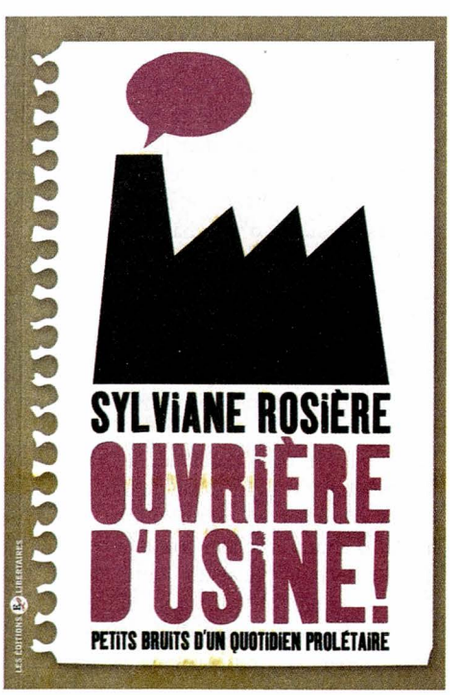
Son premier jour d'usine remonte à 1969. Sylviane avait 18 ans. À 57 ans, bien que forte tête, elle n'a pas perdu son émotivité. Tous les jours, Sylviane a pu mettre son humanité sur le gril en ouvrant son cœur, parfois sa porte, à des collègues désemparés. Le stress, la dépression, les problèmes conjugaux, l'alcool, les conditions de travail, les brimades, l'oppression, la maladie, etc., n'épargnent personne, intérimaires ou non. Tous les peuples et les soucis de la planète semblent s'être donnés rendez-vous dans cette usine affreuse. Les prolos viennent aussi du Sénégal, de Turquie, du Salvador, d'Algérie, de Tunisie, du Laos, de l'île Maurice, de Serbie, du Cameroun… pour devenir sourds. « *Je m'amuse quelquefois à écouter le bruit comme on écoute de la musique. Les sons sont extrêmement variés, cadencés, pointus, stridents, monocordes, jamais très désagréables, non. Il y a aussi des souffles qui donnent vie aux machines. Je n'ai pas vraiment mal à la tête le soir, mais quand je vais en vacances les gens me disent de baisser d'un ton, ils trouvent que je parle trop fort.* »

Au sens propre, cette usine est une tôle. « *Tout est en tôle avec charpente métallique et grandes baies vitrée côté route. De l'extérieur, ça paraît moderne. Là où je travaille, il n'y a pas de fenêtre. Pour avoir de l'air, il faut ouvrir un grand portail. L'été dernier, il faisait si chaud que j'ai été prise de nausées.* » La santé du personnel n'est pas la priorité. Certes, la loi sur le tabac est appliquée, mais on se soucie peu des vapeurs de trichlo et d'antirouille ou des produits très irritants utilisés pour dégraisser les sols.

Le décolletage consiste à faire des pièces à partir de barres de métal. Parfois, le boulot trouve un sens quand il s'agit de fabriquer des pièces pour les pompes à péridurale. Mais ça ne suffit pas pour supporter l'insupportable. Mille fois, des envies de foutre le camp prennent aux tripes. Par manque d'argent pour déménager, par peur de repartir de zéro et de ne pas retrouver leurs marques ailleurs, les salariés bagnards restent en comptant sur les prochaines RTT pour tenter d'oublier qu'ils perdent leur vie entre graisse puante et copeaux métalliques. Tout ça pour gagner quelques centimes au-dessus du Smig et se farcir des collègues pas toujours marrants. Comme ces connards qui ont voté Sarkozy… parce qu'il est plus jeune que Le Pen !

Avec talent, Sylviane Rosière témoigne en découpant de fines tranches de chagrin. À petites touches, elle peint son quotidien entre colère et tendresse. Dans un style sobre et incisif, cette ouvrière écrivaine met un joli coup de projecteur sur un monde souvent ignoré ou méprisé. Comme notre ami Jean-Pierre Levaray qui a attiré l'attention sur sa « putain d'usine », Sylviane Rosière sait de quoi elle parle et elle en parle bien.

Paco



Sylviane Rosière, *Ouvrière d'usine ! Petits bruits d'un quotidien prolétaire*, éditions Libertaires, 178 pages, 10 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire.

67e Mostra d'Arte Cinematografica

Heike Hurst

Trois aura été un des nombres magiques de cette 67e Mostra, car trois films ont illuminé la compétition : *Norwegian wood* de Tran Angh Hung d'après Murakami, des jeunes gens à l'épreuve des premiers émois confrontés à la mort d'un des leurs, œuvre de toute beauté au scénario soutenu par le grand écrivain ; *Attenberg* de Athina Rachel Tsangari, film grec d'une grande force, drôle et tendre, une fille avide de savoir ce qu'est un baiser ou approcher un corps du sexe opposé et de vivre l'approche de la fin du père adoré ; *Le Fossé* de Wang Bing, première fiction du documentariste chinois, un travail inspiré par le livre de Yang Xianhui [2] et des entretiens faits depuis deux ans avec les survivants du camp de Jiabiangou, prévu pour 400 personnes, où 3 000 furent envoyés, où 2 500 sont morts. C'était un camp de rééducation destiné à accueillir les dissidents (déviants droitiers). Film surprise [1] de la Mostra, *Le Fossé* de Wang Bing, œuvre ardemment à rétablir la vérité sur ce lieu de mort. Wang Bing a tourné secrètement dans une région oubliée du monde aux confins du désert de Gobi et de la Mongolie. Scène insoutenable où la femme d'un détenu cherche sa dépouille, déterre les morts recouverts de sable et pleure son désespoir contre ce camp, ses fonctionnaires, le vent et ce paysage grandiose indifférents. Comparé à ce film, plein d'autres apparaissaient « vides » de sens, mais peut être pas complètement « creux » comme, par exemple, *Noir Océan* de Marion Hänsel sur les essais nucléaires regardés par des jeunes marins sur un bateau de guerre. Le danger et les suites d'une irradiation certaine sont suggérés, jamais évoqués. Choix esthétique rigoureux ou complaisant de la réalisatrice qui parle de « ces jeunes qu'on aime et qu'on n'oubliera pas » ?

Le Skolimowski, *Essentiel Killing* en l'occurrence, dépeint au détail près l'errance et la souffrance d'un homme, à qui Vincent Gallo donne sa chair et son regard de prince froid. Il sera revenu de la mort de multiples fois : après Abou Ghraïb et comme seul rêve, un fantôme de femme en burka bleue. L'errance et la fuite alors que les poursuivants sont supérieurs en nombre. On n'oubliera pas si vite comment cet homme affamé gratte l'écorce d'un arbre ou se jette sur une maman qui allaite son bébé pour boire lui aussi à son sein. L'exploit de Vincent Gallo, l'unique interprète de ce film quasi muet, efface les prétentions d'un vieux maître qui réussit plastiquement la dernière moitié du film. Pour le contenu idéologique, c'est assez vide et la coquetterie avec les images d'Abou Ghraïb est à la limite du mauvais goût. Alors que Kelly Reichardt (Wendy et Lucie) décrivant, dans *Meek's Cutoff*, l'avancée de trois roulottes de colons à la conquête de l'Ouest — trois familles dont une femme enceinte à la merci d'un Indien qui les guide vers une source d'eau hypothétique — réussit mieux à laisser planer le danger, la peur de l'inconnu et rend tangible l'angoisse de se fier peut-être à un traître. La peur de l'autre est incarnée, alors que Skolimovski laisse à Vincent Gallo le soin d'incarner ce qu'il n'a pas toujours su dire. Alors que *Post Mortem*, film chilien sur la dictature et la vie d'un petit fonctionnaire qui dévoile sa part d'abjection, gagne son pari de raconter juste une histoire ordinaire, mais il la raconte avec les moyens du cinéma. Dès l'ouverture, notre regard passe sous les chenilles d'un char, placé devant la future scène majeure du film : deux maisons qui se font face. Une maison habitée par un homme qui désire la femme qui habite la maison en face. Ce dispositif fournit le cadre d'une tragédie privée qui rejoint la tragédie politique d'un peuple au moment du putsch de Pinochet.

Dans les sections parallèles, à Orrizonti en particulier, il y avait moisson de films plus originaux et riches en signification : Catherine Breillat d'abord avec son conte *La belle endormie* où elle mélange plusieurs contes de fée à la gloire au téméraire qui sommeille dans chacune des jeunes filles qu'elle montre dans ses films (signalons la rétrospective de ses films à la Cinémathèque française). Ou le film

qu'Arnaud des Pallières consacre au destin d'une jeune fille de 15 ans, trouvée morte avec les ossements minuscules d'un fœtus à ses côtés : *Diane Wellington*, séquence, impressionnante de beauté, d'un long-métrage à venir : *Poussières d'Amérique*, basé sur un travail remarquable de recherche à partir d'archives inédites et d'un récit de Paul Auster.

Saluons aussi le nouvel opus de notre éternel jeune homme du cinéma en noir et blanc qu'il maîtrise comme peu d'autres : F.J. Ossang était de retour avec *Dharma Guns*. Sa star, Elvire, toujours aussi énigmatique et belle, et ses fidèles lieutenants de la cause de son cinéma, Guy McKnife, Lionel Tua et Diogo Doria, apportent ce qu'il faut pour prolonger la légende des films d'Ossang, décidément inclassables. Ses plans et son découpage sont du grand art et une preuve de la légitimité du cinéma en noir et blanc. Le cinéma quasi muet et une certaine lumière « allemande » ont encore de beaux jours devant lui. Aux antipodes de cette œuvre toujours d'avant-garde, avec des musiques géniales, il y avait un brûlot antifranquiste de Lluis Galter, un film sobre, austère même, aux images saisissantes pour conter l'errance de l'anarchiste Ramon Vila au surnom de Caracremada (titre du film), chef de file des anarchistes catalans désobéissants aux directives des chefs, installés à Toulouse. Ramon Vila continuait seul la lutte contre Franco en tuant autant de *guardia civils* qu'il pouvait. Mort dans une embuscade, son corps fut ramené au village sur une charrette dont pendouillait son légendaire pistolet au bout d'une corde. Ses chaussures furent gardées et exposées dans un musée. C'est là que l'auteur du film est allé pour choisir les chaussures de son personnage du film incarné avec sobriété par Lluis Soler et d'autres visages inconnus, mais inoubliables.

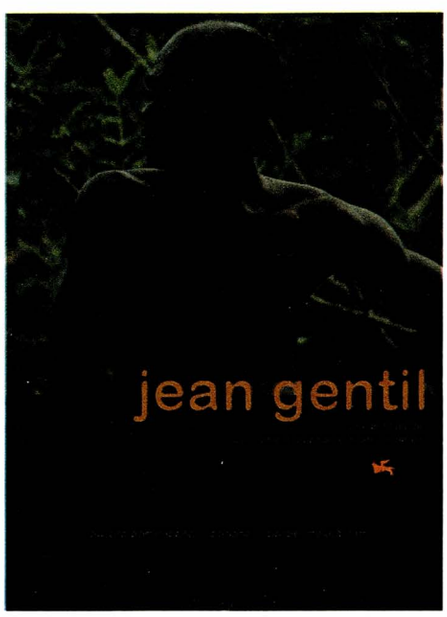
Héros d'une cause, anti-héros défendant juste la vie et rien d'autre, les modèles que proposait cette édition de la Mostra ne manquaient pas de nous interroger sur la pérennité des images d'Épinal ou des clichés à la mode. La libération absolue de l'individu et de la sexualité pratiquée selon notre désir, le « jouissons sans entraves » était tenté par *Happy few* de Antony Cordier et *Drei* (Trois) de Tom Tykwer. Finalement, le réalisateur allemand réussit mieux de faire imaginer le désir vainqueur de nos peurs ancestrales d'une sexualité libre que son homologue français qui expose les plaisirs des sens et se résigne à montrer une fin pessimiste, assez réaliste de ce genre d'aventure.

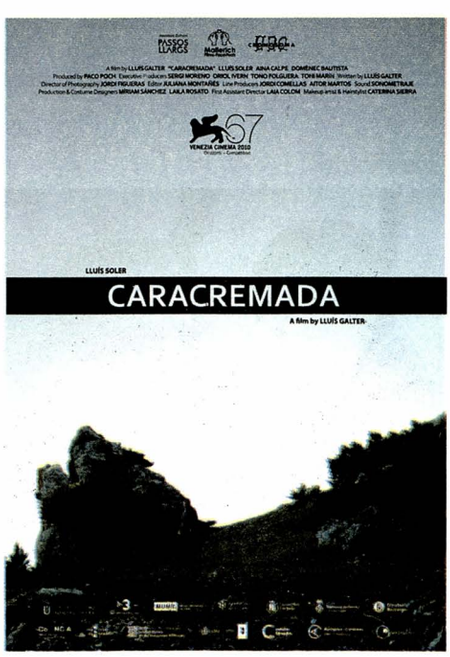
Les films en dehors de ces genres, somme toute assez convenus, étaient rares : *Jean Gentil* de Israel Cardenas et Amélia Guzman, balade triste mais ô combien politique d'un homme à la recherche de lui-même et d'une existence à la hauteur de ses compétences. La fin dévoile ce que nous n'osions imaginer. Il faut le voir pour le croire. Un beau travail reconnu par le Jury d'Orrizonti qui lui attribua une mention. Autre ovni et réussite absolue, *Non si puo nulla contro il vento*, un film de six minutes, est un pur enchantement. Merveilles et magie : les deux réalisateurs Andrea Gorla et Marco Forni font partie du groupe Flatform qui signe le film.

Peu de films osaient un *happy end* : celui de Saverio Costanzo — *La solitudine dei Numeri primi* (le livre est un best-seller en Italie) — tardait trop pour qu'on ne perde patience, même si nous étions heureux qu'il arrive. Un *happy end* inoubliable et spectaculaire clôt *Jianyu* (Règne des assassins). Après avoir croisé le fer d'une façon magistrale (Michelle Yeoh et Jung Woo Sung) et être comme morts, les deux amants ennemis ressuscitent, se pardonnent et repartent en clopinant vers une nouvelle vie. Pour nous donner un bonheur sans nuages, il n'y avait que les grands films de samurai et de kung-fu dont, en particulier, *Les 13 assassins* de Takashi Miike, *Chen Zhen* de Andrew Lau (en hommage à Jackie Chan) et un ovni fantastico-fantômatico-d'anticipation en 3D de Tsui Hark.

La seule grande surprise du festival aura été *Venus noire* de Abdellatif Kechiche : on espérait une revanche sur le racisme et l'exploitation du corps des femmes. Kechiche montre au contraire l'aliénation des docteurs en sciences, Georges Cuvier en particulier, en plein délire du syndrome d'infériorité des noirs (assimilés aux singes), thèse sur laquelle tous les colonialismes se sont appuyés pour mieux asservir les peuples africains. *Vénus noire* ou le cas de Saartje Baartman, la Vénus hottentote montrée dans les foires comme une bête féroce alors qu'elle avait l'oreille absolue, était musicienne, chantait et jouait d'un instrument. Et, en ce sens, le film est une claque à notre désir profond d'être rassuré dans notre humanité, cajolé et gâté par de belles sensations et de bonnes choses. Le film est répétitif comme les souffrances qu'elle endure. Entourée par des comédiennes et comédiens confirmés : Elina Löwensohn, Olivier Gourmet, André Jacobs et François Mathouret, Yahima Torrès (d'origine cubaine) donne une grande puissance physique et psychique à Saartje, la Vénus noire. Sa prestation réveille en nous le triste écho des *Trois femmes puissantes* de Marie N'Diaye.

Que l'unanimité que *Il magnitismo* de Tarantino, président du jury, aurait suscité (dixit Paolo Mereghetti du *Corriere della sera*), donne finalement un lion controversé, quoiqu'agréable à regarder *Somewhere* de Sofia Coppola. Peu importe : le cinéma, pas forcément celui en 3D, est quand même le grand vainqueur de cette 67e Mostra. H. H.





1. *Still Life* de Jia Zhang-ke, un autre film surprise, avait obtenu le Lion d'Or.

2. Zaijian Jiabiangou, *Adieu, Jiabiangou* de Yang Xianhui, Balland.

Solidarité avec les activistes biélorusses

La Fédération anarchiste s'inquiète de la situation en Biélorussie. Début septembre, suite à l'attaque de l'ambassade russe à Minsk, la police a arrêté différentes personnes. À ce jour, sept compagnons sont encore détenus : Igor Bogachek, Valeriya Khotina, Sergey Sliusar, Nikolay Dedok, Alexey Zhingerovsky, Alexander Frantskevich et Anton Laptenok.

Deux autres personnes ont été arrêtées, Vladimir Volodin et Tatiana Seminischeva, sans réelle charge. La détention des sept personnes arrêtées le 3 septembre a été prolongée.

Certains sites anarchistes russes et biélorusses ont publié le communiqué d'un groupe anarchiste inconnu revendiquant l'attaque au cocktail Molotov contre l'ambassade, déclarant soutenir l'action des défenseurs de la forêt de Khimky. Pour le moment, on ne connaît pas grand-chose, ni sur ce groupe ni sur ses activités. Mais, selon son communiqué, la police a arrêté des personnes innocentes.

La situation se complique car la police poursuit ses recherches, avec arrestations et interrogatoires de militants. La plupart des personnes interpellées le sont pour le simple fait d'être dans les répertoires téléphoniques des individus arrêtés.

La Fédération anarchiste condamne les arrestations arbitraires et la répression dont sont victimes les militants sociaux. Elle condamne la criminalisation des mouvements sociaux et la politique sécuritaire des États qui utilisent des faits divers pour museler les libertés individuelles et collectives.

Relations internationales de la Fédération anarchiste

Liberté pour Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov

Le 28 juillet 2010, plus de 200 personnes, jeunes antifascistes et anarchistes, ont mené une manifestation spontanée devant la mairie de Khimki (banlieue nord de Moscou) pour la défense de la forêt de cette ville qui a été abattue au profit du grand business. L'action, lors de laquelle plusieurs vitres ont été brisées, a trouvé un large écho. De leur côté, les autorités y ont répondu par des répressions. Au lendemain de l'action, deux militants des mouvements sociaux connus, Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov, ont été arrêtés. Ils sont menacés de sept ans de prison pour vandalisme, bien qu'il n'y ait pas de preuves de leur implication dans des actes illégaux. D'autres militants, principalement des antifascistes, subissent aussi des poursuites policières.

Les autorités, par peur d'une vague montante des protestations contre la déforestation, ont enfin reculé en exprimant la volonté de réviser le projet de l'autoroute. Mais il n'y a pas lieu de crier victoire. Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov sont toujours en prison sans droit, pris en otage par les autorités.

La Fédération anarchiste condamne la répression de l'État russe à l'encontre des militants écologistes et sociaux. Nous demandons la libération immédiate et inconditionnelle d'Alekseï Gaskarov et de Maxime Solopov, ainsi que l'arrêt de toute intimidation envers les militants de l'opposition en Russie.

Relations internationales de la Fédération anarchiste

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format. pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Comment aplatir son patron ?

Le 24 septembre, à Ivry

Agir ou réfléchir, débattre ou combattre, passer un moment sympa ou se préparer à la lutte… Pourquoi faudrait-il choisir ?

Le théâtre de l'opprimé n'est pas seulement ludique, pas seulement militant. Assister à ce spectacle interactif, c'est déjà une expérience forte. Y participer, carrément un électrochoc !

En février 2010, la même troupe donnait déjà une représentation dans le cadre de la lutte des sans-papiers de Vitry. La scène (tirée d'une histoire vécue) – un patron exerce un chantage ignoble sur un ouvrier sans-papiers – me met tellement hors de moi que je me lève pour prendre à mon tour la « place de l'opprimé » et tenter de « résoudre la situation ». Je finis par hurler sur la comédienne qui joue le patron, rouge, écumante, les yeux hors de la tête ! Des sans-papiers, qui n'auraient pas forcément osé s'exprimer dans le cadre d'un débat, « joueront » avec une intensité encore plus grande – évidemment – leur propre rôle. Je me rappellerai longtemps cette proposition : « *On va aller voir les ouvriers du chantier d'à côté, et tous ensemble on va séquestrer nos patrons !* » Et la réaction horrifiée de cégétistes dans la salle : « *Ah mais non, ce n'est pas vraisemblable du tout, ça ne se fait pas !* » Un autre sans-papiers refusera de bouger du bureau du patron tant qu'il n'aura pas été payé, un autre encore, répondra à son chantage par une menace d'appeler l'inspection du travail…

Vendredi 24 septembre, au Forum Léo Ferré, le principe sera le même, mais le scénario différent : *Comment aplatir son patron ?* La scène de départ, trop de gens la vivent dans leur chair : l'humiliation, la souffrance au travail. Comment en sortir ? La réponse, ce sera à vous, à nous de la trouver ensemble. D'abord dans la fiction, ensuite, qui sait ?

Qu'est-ce que le théâtre de l'opprimé ?

À l'origine, les techniques du théâtre de l'opprimé (TO) ont été inventées par Augusto Boal comme une réponse politique et esthétique aux répressions sanglantes perpétrées par les dictatures militaires qui ont sévi en Amérique latine dans les années 60 et 70. Le TO est pratiqué aujourd'hui comme outil de lutte sociale dans de nombreux pays (Brésil, Inde, Angleterre). Le but du TO est de donner des outils d'expression, d'étude et d'analyse à ceux qui subissent une oppression sociale. Le principe fondamental de cette forme d'art est d'amener les opprimés à passer de l'état de spectateur passif à celui de protagoniste actif, sujet créateur et transformateur de situations. Plusieurs techniques font partie de l'arsenal du TO : le théâtre-forum, le théâtre-image, le théâtre invisible.

Qu'est-ce que le théâtre-forum ?

Le principe en est que des individus concernés par une oppression sociale fixent une histoire de 15 à 20 minutes à partir de faits vécus représentatifs de leur situation sociale, économique, sanitaire. Le théâtre-forum consiste ensuite à jouer la pièce ainsi réalisée devant un public constitué de membres de ce groupe social dominé. À la fin de la représentation, la pièce est rejouée. Les membres du public sont alors invités à intervenir en remplaçant un personnage à un moment où ils pensent pouvoir dire ou faire quelque chose qui infléchirait le cours des événements. Il s'agit d'une technique de théâtre participative qui vise à analyser collectivement les mécanismes sociaux d'une oppression, et à en rechercher des voies de dépassement.

Sylvie Picard
Groupe libertaire d'Ivry

Plus d'infos sur le théâtre de l'opprimé sur le blog du groupe libertaire d'Ivry : http://fa-ivry.forlogaj.net/index.php?article6/theatre-de-l-opprime

Un nouveau groupe de la Fédération anarchiste a vu le jour à Evreux, voici leur contact.
Groupe d'Evreux de la FA
c/o RI-FA 145, rue Amelot, 75011 Paris
evreux.fa@gmail.com
http://fagroupedevreux.monsite-orange.fr/

Radio libertaire

Jeudi 23 septembre

Chronique hebdo (08 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité avec comme invité, Floréal.

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine

Petites annonces d'entraide (16 h 30)

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste: Le docteur Ben Cramer ausculte quelques pays hypertendus.

Entre chiens et loups (20 h 30) Anartiste Collectif d'expression artistique et libertaire.

Vendredi 24 septembre

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus

Les oreilles libres (14 h 30) Musiques engagées Pour un rock libertaire…

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30)

Bol d'art (22 h 30) reçoit l'association Comme Vous Émoi, lieu de vie et espace de création engagé, poétique, ludique, d'utilité publique… aujourd'hui en danger.

Nuit Léo 38 (00 h 30) La night

Samedi 25 septembre

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture rap

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Un théâtre qui marche, le Théâtre de L'Étreinte sur les routes de France.

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres…

Bulles noires (17 heures) La Cagoule et le calibre, un salon critique du genre policier.

Orpheas antissa, les jardins d'Orphée (21 heures) Spéciale Tribuna Latino Americana sur les Mapuches.

Dimanche 26 septembre

Ni maître, ni dieu (10 h 00) Coordination des Libres.

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Tempête sur les planches (14 h 00) Actualité du théâtre.

La Plume noire (15 h 30) Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30) La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Détruire l'ennui (20 h 30) Autour du mouvement punk.

Rudies back in town (22 h 00) Mouvement skinhead international.

Lundi 27 septembre

Les Enfants de Cayenne (09 heures) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) Infos et revue de presse

Sous les pavés… la terre (16 heures) Luttes paysannes au sud de Valenciennes à la périphérie de Rennes.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) CNT santé-social/collectivités territoriales.

Mardi 28 septembre

Le Parisien libertaire (08 heures) Faut libérer Paris! L'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) La condition de l'artiste dans la cité.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-vidéosurveillance.

Idéaux et débats (18 heures) Entretien réalisé le 23 août dernier avec Olivier Adam, pour *Le cœur régulier* (L'Olivier), puis le roman de Maria Angels Anglada, *Le Cahier d'Aram*.

Paroles d'associations (19 h 30) Auxilia (association d'insertion sociale et professionnelle de personnes en grande difficulté).

Radio Libertaria (20 h 30) Sévices Publics (CNT Énergie) avec Jean Rollin, cinéaste anarchiste. et Isabelle Marinone (historienne du cinéma à Paris 3).

Ça booste sous les pavés (22 h 30) CSPB (Comité de Solidarité avec le Peuple Basque).

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années 60.

Mercredi 29 septembre

L'Entonnoir (09 h 30) Antipsychiatrie?

Blues en liberté (10 h 30) Rentrée blues, etc.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Femmes libres (18 h 30) Sandrine Charlemagne, pour le recueil de textes et photos « Balzac, côté femmes », atelier d'écriture.

Ras les murs (20 h 30) Michèle Lesbre a écrit avec Sylvie Granotier, *Mais d'où venez-vous ?* (Éditions du Seuil), rencontre avec des hommes sans papiers et incarcérés.

Traffic (22 h 30) Musiques urbaines et libres propos.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Du lundi 27 sptembre au dimanche 3 octobre

Metz (57)

Dans le cadre du festival pour un autre futur organisé par la CNT moselle : expo-photos « Lorraine – Portes du sud – histoire des immigration », au Petit Bobourg, 62, rue Mazelle.

Lundi 27 septembre

19 heures : projection du film *Land and freedom* de Ken Loach suivi d'un débat sur l'antifascisme radical. Concerts avec Bobby Six Killers, Cœur Noir Saigne Rouge et Voodoo Klan. Café Jehanne d'Arc.

Mardi 28 septembre

19 heures : projection du film *Rouge bandit* en présence de Charlie Bauer. Concerts avec Laika. Café Jehanne d'Arc.

Mercredi 29 septembre

19 heures : débat international. Concert avec K-listo, Terre à Terre et Eklektik. Café Jehanne d'Arc.

Vendredi 24 septembre

Ivry-sur-Seine (94)

20 heures. Le groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste vous invite à participer (activement) à une représentation du Théâtre de l'Opprimé : *Que faire face à son patron ? Exploitation, harcèlement, condition de travail, etc. Comment réagir ?* Bar et petite restauration. Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès. M° Pierre et Marie Curie. Entrée libre.

Paris XXe

18 heures. Concert punk : Rai Ko Ris, Kalashnikov, Tulamort, Ze Revengers. La Miroiterie, 88, rue de Ménilmontant.

Troyes (10)

19 heures. Première conférence de l'UP3 (l'Université populaire de Troyes) : L'éducation populaire. Avec Hugues Lenoir, enseignant-chercheur en sciences sociales à l'université Paris X, auteur de différents ouvrages et contributions sur les questions du syndicalisme, de la formation et de l'éducation. Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact : up.troyes@orange.fr

Bron (69)

17 heures. Deuxième nuit de résistance. « L'Enfermement, la folie, etc. » Invité : Jacques Lesage de la Haye. Débats, tables de presse, buffet, boissons. Organisé par la CGT de Vinatier. Centre social de l'hôpital. Tram T2, bus 28, arrêt Hôpitaux Desgenettes & Vinatier. Entrée libre.

Dimanche 26 septembre

Paris XIXe

17 heures. Soirée de solidarité avec les inculpés antifascistes en procès. Concert avec : Loly Boam (punk-pop), Kai Ko Ris (anarcho-punk) et Cartouche (melodic punk). CIP-IDF, 14-16, quai de la Charente. M° Corentin-Cariou.

Samedi 2 octobre

Marseille (14)

17 heures. Causerie animée par Charles Jacquier sur le livre de Victor Serge, *Retour à l'Ouest. Chroniques juin 1936-mai 1940* (Agone). Centre international de recherches sur l'anarchisme, 3, rue Saint-Dominique. Entrée libre.

Merlieux (02)

Pas de Salon du livre anarchiste cette année, mais le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste tiendra son stand toute la journée devant l'Athénée libertaire sur la fête officielle, au 8 rue de Fouquerolles. Renseignements : 06 23 80 17 09.

Mercredi 6 octobre

Limoges (87)

20 h 30. Rencontre avec Normand Baillargeon et Chantal Santerre pour une conférence sur Voltairine de Cleyre et autour du *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*. Bar du Théâtre de l'Union. Renseignements : www.memoireavif.info

Jeudi 7 octobre

Limoges (87)

20 h 30. Femmes à vif, femmes insoumises. Projection de films présentés par Heike Hurst : *Born in flames* de Lizzie Borden, et *La vieille dame indigne* de René Allio. Cinéma Le Lido. Renseignements : www.memoireavif.info

Samedi 9 octobre

Limoges 87

14 h 30. Femmes à vif, femmes insoumises. Projection de *Écoutez May Picqueray* de Bernard Baissat, en sa présence, suivie d'un débat avec Martine Storti : Le féminisme, un mauvais genre ?

20 h 30. Théâtre : *Une Femme sans homme, c'est comme un poisson sans bicyclette*, représentation suivie d'un concert du groupe Ej-ce Horo. Théâtre de l'Union. Renseignements : www.memoireavif.info

Du 25 septembre au 3 octobre

Bruxelles

No Border. Renseignements et programme sur www.noborderbxl.eu.org/

Réunion publique

Le temps du travail pourquoi ? pour qui ?

entrée libre

Vendredi 1er octobre à 19 heures
au local La Rue
10, rue Robert-Planquette, Paris XVIIIe
métro Blanche ou Abbesses

Réunion publique organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org